



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
19 septembre 2011
Français
Original: anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Trente-cinquième session

Durban, 28 novembre-3 décembre 2011

Point 17 a) de l'ordre du jour

Questions administratives, financières et institutionnelles

Exécution du budget de l'exercice biennal 2010-2011

Exécution du budget de l'exercice biennal 2010-2011 au 30 juin 2011

Note de la Secrétaire exécutive

Résumé

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011. Son objet est d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2011. À cette date, 32,6 millions d'euros avaient été reçus, soit 79 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour l'exercice biennal. Les contributions volontaires se chiffraient à 9,1 millions de dollars des États-Unis au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention et à 23,3 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 66,2 % environ des ressources du budget de base avaient été consacrés aux activités prescrites et à l'obtention des résultats escomptés dans le cadre du programme de travail pour l'exercice biennal. De plus, le secrétariat avait affecté 30,8 millions de dollars à différents projets relevant du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et engagé 11 millions de dollars provenant du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Ce document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale pour le mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et sur les dépenses d'appui aux programmes. Il fournit en outre des informations sur les ressources humaines et rend compte en détail de l'exécution des programmes.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
A. Mandat.....	1	3
B. Objet de la note.....	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	3	3
II. Rapport sur les recettes et les dépenses.....	4–29	3
A. Fonds d’affectation spéciale pour le budget de base de la Convention	4–11	3
B. Fonds d’affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention.....	12–14	7
C. Fonds d’affectation spéciale pour les activités complémentaires	15–19	9
D. Fonds d’affectation spéciale pour le mécanisme pour un développement propre	20–22	10
E. Fonds d’affectation spéciale pour le relevé international des transactions.....	23–24	11
F. Fonds d’affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)	25–26	12
G. Dépenses d’appui aux programmes	27–29	13
III. Exécution des programmes	30–101	14
A. Direction exécutive et gestion	32–38	14
B. Rapports, données et analyses	39–52	15
C. Appui financier et technique.....	53–57	18
D. Adaptation, technologie et travaux scientifiques.....	58–62	20
E. Mécanismes pour un développement durable.....	63–69	22
F. Affaires juridiques	70–76	24
G. Services des affaires de la Conférence	77–85	25
H. Services d’information	86–92	26
I. Services administratifs.....	93–101	28
IV. Informations supplémentaires	102	29
Annexes		
I. Human resources.....		30
II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2010–2011.....		33
III. Programme performance data for the period 1 January 2010 to 30 June 2011		36

I. Introduction

A. Mandat

1. Par leurs décisions 12/CP.15 et 10/CMP.5, la Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 et ont prié le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Conférence des Parties sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à celui-ci.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point sur les recettes et l'exécution du budget au 30 juin 2011. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2009/2/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat, et le document FCCC/SBI/2011/INF.14 sur l'état des contributions au 15 novembre 2011. Il contient aussi des informations sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures qu'il jugera nécessaire de prévoir dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa dix-septième session et à la CMP à sa septième session.

II. Rapport sur les recettes et les dépenses

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

4. La Conférence des Parties, par sa décision 12/CP.15, et la CMP, par sa décision 10/CMP.5, ont adopté un budget total de 44,2 millions d'euros pour l'exercice biennal 2010-2011 (voir le tableau 1).

Tableau 1

Budget-programme de base et sources de revenus pour l'exercice biennal 2010-2011

(En euros)

	2010	2011	Total
Dépenses au titre des programmes	19 525 380	19 356 038	38 881 418
Dépenses d'appui aux programmes	2 538 300	2 516 285	5 054 585
Ajustement de la réserve de trésorerie	264 096	0	264 096
Total du budget approuvé	22 327 776	21 872 323	44 200 099
Contributions selon le barème indicatif	20 860 838	20 405 385	41 266 223
Solde inutilisé des contributions d'exercices antérieurs (report)	700 000	700 000	1 400 000
Contribution du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	22 327 776	21 872 323	44 200 099

5. Le tableau 2 présente les recettes effectives du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal, soit un total de 43,3 millions d'euros qui est constitué essentiellement d'un montant de 32,6 millions d'euros correspondant à 79 % du montant indicatif total des contributions attendues pour l'exercice, du solde inutilisé des contributions d'exercices antérieurs (à savoir un report de l'exercice 2008-2009) de 7,8 millions d'euros et d'une contribution volontaire du gouvernement du pays hôte de 1,5 million d'euros.

Tableau 2

Recettes du budget de base au 30 juin 2011

(En euros)

	<i>2010-2011</i>
Report de l'exercice 2008-2009 ^a	7 764 451
Montant indicatif des contributions pour 2010-2011 – Convention	19 908 881
Montant indicatif des contributions pour 2010-2011 – Protocole de Kyoto	12 737 154
Contribution volontaire du gouvernement du pays hôte	1 533 876
Arriérés de contributions d'exercices antérieurs ^a	753 042
Contributions pour les exercices suivants reçues d'avance	4 641
Intérêts, recettes accessoires et économies réalisées sur des exercices antérieurs ^a	581 068
Total des recettes^b	43 283 113

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,699 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2011.

^b La réserve de trésorerie s'établit à 1 831 285 euros.

6. Le tableau 3 fait apparaître les contributions non acquittées au titre de la Convention pour la période 1996-2009 en dollars des États-Unis et pour 2010-2011 en euros. Les contributions de 2 des 10 principaux contributeurs ou de 5 des 20 premiers¹ aux activités découlant de la Convention pour 2011 n'avaient pas été reçues au 30 juin 2011. Sur les 195 Parties à la Convention, 121 n'avaient pas versé leur contribution pour 2011. Huit Parties n'ont jamais contribué au budget de base de la Convention depuis sa création en 1996.

Tableau 3

Arriérés de contributions pour les activités découlant de la Convention, par année, au 30 juin 2011

	<i>Nombre de Parties</i>	<i>Montant non réglé</i>
Contributions exigibles, en dollars des États-Unis, depuis le 1 ^{er} janvier:		
1996	8	4 597
1997	11	7 813
1998	12	2 733
1999	12	3 362
2000	12	3 477

¹ Les contributions des 10 premiers contributeurs représentent 69 % du montant indicatif total des contributions et celles des 20 premiers contributeurs 84,1 %.

	<i>Nombre de Parties</i>	<i>Montant non réglé</i>
2001	14	3 935
2002	14	4 840
2003	17	7 092
2004	21	15 433
2005	24	33 389
2006	28	38 973
2007	32	55 107
2008	38	72 288
2009	51	179 290
Total en dollars des États-Unis		432 329
Contributions exigibles en euros depuis le 1 ^{er} janvier:		
2010	75	376 391
2011	121	4 396 960
Total en euros		4 773 351

7. Le tableau 4 indique le montant des arriérés de contributions au titre du Protocole de Kyoto pour la période 2005-2009 en dollars des États-Unis et pour 2010-2011 en euros. Les contributions d'un des 10 premiers contributeurs aux activités découlant du Protocole de Kyoto pour 2011, ou de 3 des 20 premiers, n'avaient pas été reçues au 30 juin 2011.

Tableau 4

Arriérés de contributions pour les activités découlant du Protocole de Kyoto, par année, au 30 juin 2011

	<i>Nombre de Parties</i>	<i>Montant non réglé</i>
Contributions exigibles, en dollars des États-Unis, depuis le 1 ^{er} janvier:		
2005	19	2 567
2006	24	11 435
2007	30	25 065
2008	41	43 959
2009	56	160 283
Total en dollars des États-Unis		243 309
Contributions exigibles en euros depuis le 1 ^{er} janvier:		
2010	84	261 500
2011	121	1 274 311
Total en euros		1 535 811

8. Le tableau 5 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2010-2011, par programme, ainsi que les dépenses des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2011, les dépenses se chiffraient à 25,7 millions d'euros, soit 66,2 % du budget approuvé pour l'exercice 2010-2011.

Tableau 5
Budget de base approuvé et dépenses par programme au 30 juin 2011
 (En euros)

	<i>Budget approuvé pour 2010-2011</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget</i>
<i>A. Programme</i>			
Direction exécutive et gestion	3 950 026	2 843 904	72,0
Rapports, données et analyses	8 226 724	5 246 254	63,8
Appui financier et technique	5 145 169	3 444 311	66,9
Adaptation, technologie et travaux scientifiques	4 472 443	3 095 524	69,2
Mécanismes pour un développement durable	851 510	490 916	57,7
Affaires juridiques	3 115 844	1 749 598	56,2
Services des affaires de la Conférence	2 891 258	2 287 566	79,1
Services de communication et de gestion des connaissances	3 251 640	2 141 210	65,9
Services liés aux technologies de l'information	4 200 312	2 647 309	63,0
<i>B. Dépenses de fonctionnement pour l'ensemble du secrétariat^a</i>			
	2 776 492	1 797 327	64,7
Total (A+B)^b	38 881 418	25 743 919	66,2

^a Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

^b Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

9. Le tableau 6 présente le budget de base approuvé pour 2010-2011 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées jusqu'à la fin juin 2011. Les «dépenses de personnel» comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant aux fonctionnaires nommés aux postes approuvés, les traitements du personnel engagé pour des périodes de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les autres concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique «consultants». Les frais de voyage du personnel envoyé en mission sont dissociés de ceux des experts participant à des ateliers et à des consultations informelles. Les «frais généraux de fonctionnement» comprennent les paiements aux fournisseurs de divers biens et services et d'autres dépenses de fonctionnement comme les dépenses correspondant aux services de télécommunications. Les «subventions et contributions» englobent les sommes versées pour la gestion des locaux de Bonn à l'Unité centrale chargée des services communs, qui fournit des services logistiques et administratifs au secrétariat, ainsi que la contribution annuelle au budget du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Tableau 6
Budget de base approuvé et dépenses par objet au 30 juin 2011
 (En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour 2010-2011</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget</i>
Dépenses de personnel	28 924 233	19 363 727	66,9
1. Consultants	1 279 025	1 019 938	79,7
2. Groupes d'experts	1 811 887	938 198	51,8
Frais de voyage du personnel	1 327 070	1 046 645	78,9
Frais généraux de fonctionnement	4 008 225	2 266 363	56,5
Subventions et contributions	1 530 987	1 109 048	72,4
Total^a	38 881 418	25 743 919	66,2

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

10. Certains des objets de dépense restent en deçà du taux d'exécution idéal de 75 % au 30 juin 2011. Le coût des groupes d'experts, par exemple, reste modeste pour les dix-huit premiers mois de l'exercice essentiellement parce que le Comité de contrôle du respect des dispositions a tenu moins de réunions que prévu. Cela est dû en partie au fait que le Comité a eu largement recours aux moyens de communication électroniques pour prendre des décisions, ce qui a réduit le nombre de rencontres directes à organiser à son intention, ainsi qu'au retard dans la publication des rapports des équipes d'experts sur lesquels s'appuie l'examen des questions de mise en œuvre par la chambre de l'exécution. Les montants qu'il est prévu d'économiser sur cet objet de dépense seront réaffectés à d'autres projets ou activités prioritaires non provisionnés².

11. Même si le taux d'exécution d'autres objets de dépense est inférieur à ce qui était prévu, certains paiements intervenant sur une base annuelle ou semestrielle devraient contribuer à relever le pourcentage de dépenses. Les paiements correspondant à certains services, par exemple, ne sont facturés qu'une ou deux fois par an par le programme des Volontaires des Nations Unies, à savoir les locaux partagés, les cours de langues, les frais de communication, les frais postaux, etc. En outre, les dépenses de personnel devraient en principe s'accroître au cours des six prochains mois, compte tenu du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année universitaire 2010-2011.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention

12. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention contribue à financer, au moyen de contributions volontaires, la participation de représentants originaires de pays en développement parties et de Parties dont l'économie est en transition remplissant les conditions requises aux sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires. Les Parties remplissant les conditions requises sont celles

² Toute réaffectation de ressources est soumise à l'autorité du Secrétaire exécutif en vertu du paragraphe 12 de la décision 12/CP.15 qui «autorise le Secrétaire exécutif à opérer des transferts entre les principales lignes de crédit figurant dans le tableau 1 ci-après, étant entendu que le total des sommes transférées ne devra pas dépasser 15 % du montant estimatif total des dépenses imputées sur ces lignes de crédit et que, pour chacune de ces lignes de crédit, la réduction ne devra pas être supérieure à 25 %».

dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant ne dépassait pas 7 500 dollars en 2008 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 14 000 dollars pour les petits États insulaires en développement.

13. Le tableau 7 donne des indications sur les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2011. Au cours de la période considérée, les contributions volontaires reçues par le secrétariat se sont chiffrées à 9,1 millions de dollars. Le tableau montre clairement le faible montant des contributions reçues en 2011 (1,5 million de dollars) par rapport à 2010 (7,6 millions de dollars). Les contributions encaissées jusque-là, ajoutées au solde reporté de l'exercice 2008-2009, aux intérêts, aux recettes accessoires et aux ajustements, ont porté le total des recettes à 14,6 millions de dollars.

14. Les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011 pour couvrir la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à sept sessions se sont montées à 11 millions de dollars, les recettes affichant donc de ce fait un solde positif de 3,6 millions de dollars, non compris la réserve de trésorerie de 814 215 dollars. Ce solde, s'ajoutant aux contributions volontaires susceptibles d'être versées au Fonds d'affectation spéciale, servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises aux sessions des groupes de travail spéciaux qui doivent se tenir à Panama en octobre 2011, ainsi qu'à la dix-septième session de la Conférence des Parties et à la septième session de la CMP, qui auront lieu à Durban (Afrique du Sud) à la fin de l'année.

Tableau 7

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2011

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	3 596 966
Économies sur les engagements d'exercices antérieurs	242 052
Contributions volontaires reçues en 2010	7 608 005
Contributions volontaires reçues en 2011	1 476 764
Ajustement au titre du démarrage rapide du MDP	1 283 763
Intérêts	112 110
Recettes accessoires ^a	288 246
Total des recettes	14 607 906
<i>Dépenses</i>	
Frais de voyage de 192 participants à la onzième session de l'AWG-KP et à la neuvième session de l'AWG-LCA	651 019
Frais de voyage de 204 participants à la trente-deuxième session du SBI et du SBSTA, à la douzième session de l'AWG-KP et à la dixième session de l'AWG-LCA	1 302 363
Frais de voyage de 202 participants à la treizième session de l'AWG-KP et à la onzième session de l'AWG-LCA	1 021 747
Frais de voyage de 254 participants à la quatorzième session de l'AWG-KP et à la douzième session de l'AWG-LCA	1 069 999

Frais de voyage de 349 participants à la seizième session de la Conférence des Parties, à la sixième session de la CMP, à la trente-troisième session du SBI et du SBSTA, à la quinzième session de l'AWG-KP et à la treizième session de l'AWG-LCA	3 242 724
Frais de voyage de 198 participants à la seizième session de l'AWG-KP et à la quatorzième session de l'AWG-LCA	935 362
Frais de voyage de 209 participants à la trente-quatrième session du SBI et du SBSTA et à la deuxième partie de la seizième session de l'AWG-KP et de la quatorzième session de l'AWG-LCA	1 492 591
Autres frais de voyage	26 959
Total partiel	9 742 764
Dépenses d'appui aux programmes	1 266 559
Total des dépenses	11 009 323
Solde^a	3 598 583

Abbreviations: AWG-KP = Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto, AWG-LCA = Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention, CMP = Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, MDP = mécanisme pour un développement propre, SBI = Organe subsidiaire de mise en œuvre, SBSTA = Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

^a Non compris la réserve de trésorerie de 814 215 dollars.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

15. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires versées par les Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours, s'agissant notamment de l'appui aux négociations engagées dans le cadre du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP) et du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA).

16. Le tableau 8 indique les recettes perçues ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2011.

17. Des contributions volontaires totalisant 23,3 millions de dollars des États-Unis ont été reçues pendant la période considérée. Cependant, les contributions volontaires reçues en 2011 ont atteint 4,1 millions de dollars seulement, contre 19,2 millions en 2010 et 24,2 millions en 2009. Si cette tendance à la baisse des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se poursuit, la capacité du secrétariat d'exécuter toutes les activités prescrites s'en ressentira grandement.

18. Parmi les autres sources de recettes du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, il convient de mentionner le solde de 20,6 millions de dollars reporté de l'exercice 2008-2009, les intérêts créditeurs, les droits et redevances au titre de l'application conjointe et les recettes accessoires, les économies réalisées sur les engagements des exercices antérieurs et la réaffectation aux activités relatives à l'application conjointe de crédits destinés à appuyer un démarrage rapide du mécanisme

pour un développement propre (MDP), soit au total 49,2 millions de dollars au 30 juin 2011.

19. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se chiffraient à 30,8 millions de dollars au 30 juin 2011. Le solde disponible de 18,5 millions de dollars servira à financer les activités en cours jusqu'à la fin de l'exercice, avec toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues. Les fonds non dépensés seront reportés à l'exercice suivant.

Tableau 8

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2011

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	20 564 379
Économies réalisées sur les engagements des exercices antérieurs et les remboursements aux donateurs	1 227 969
Contributions volontaires reçues en 2010	19 197 726
Contributions volontaires reçues en 2011	4 115 557
Ajustement au titre du démarrage rapide du mécanisme pour un développement propre (MDP)	2 218 160
Droits et redevances au titre de l'application conjointe et recettes accessoires	1 417 281
Intérêts	474 624
Total des recettes	49 215 696
<i>Dépenses</i>	
Dépenses effectives et engagements de dépenses	27 265 124
Dépenses d'appui aux programmes	3 499 055
Total des dépenses	30 764 179
Solde^a	18 451 517

^a Non compris la réserve de trésorerie de 2 653 847 dollars.

D. Fonds d'affectation spéciale pour le mécanisme pour un développement propre

20. Le tableau 9 fait apparaître les recettes et les dépenses comptabilisées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2011. Les recettes de l'exercice biennal 2010-2011 se chiffrent à 152,3 millions de dollars et comprennent pour l'essentiel le solde reporté de l'exercice précédent, soit 82 millions de dollars, et les droits et redevances perçus au titre du MDP, soit 71,7 millions de dollars.

21. Au 30 juin 2011, les dépenses engagées se montaient à 47,6 millions de dollars, ce qui laissait un solde de 59,6 millions après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions.

22. Pour de plus amples renseignements sur l'exécution du budget du MDP, voir le rapport annuel du Conseil exécutif du MDP à la CMP (FCCC/KP/CMP/2011/3).

Tableau 9

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour le mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2011

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	81 954 684
Contributions volontaires reçues en 2010	31 880
Droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre (MDP)	71 695 245
Ajustement au titre du démarrage rapide du MDP	-3 501 923
Économies réalisées sur les engagements des exercices antérieurs et les remboursements aux donateurs	87 933
Intérêts et recettes accessoires	1 995 366
Total des recettes	152 263 185
<i>Objet de dépense</i>	
Personnel	24 739 268
Consultants et experts	7 393 659
Frais de voyage du personnel	1 574 648
Frais de voyage des représentants	2 909 429
Dépenses de fonctionnement	3 934 364
Bourses d'études, subventions et contributions	598 000
Autres dépenses	1 113 944
Dépenses d'appui aux programmes	5 360 831
Total des dépenses	47 624 143
<i>À déduire: Réserve de trésorerie</i>	45 000 000
Solde	59 639 042

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

23. La situation des recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2011 est présentée au tableau 10. Les recettes de l'exercice biennal 2010-2011, totalisant 7,8 millions d'euros, comprennent des droits et redevances de 5,4 millions d'euros (90 % des droits à percevoir pour l'exercice en cours), le solde reporté de l'exercice précédent de 2 millions d'euros et des intérêts et recettes accessoires de 350 000 euros.

Tableau 10
Situation du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2011
 (En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009 ^a	2 004 247
Droits d'utilisation du relevé international des transactions perçus en 2010-2011	5 447 327
Intérêts et recettes accessoires ^a	347 787
Total des recettes^b	7 799 361

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,699 euro) est le taux de change officiel de l'ONU pour le 30 juin 2011.

^b La réserve de trésorerie est de 245 080 euros.

24. Le tableau 11 fait apparaître le budget approuvé pour 2010-2011 par objet de dépense, ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2011. Une fois comptabilisés le total des dépenses et le montant de la réserve de trésorerie, le solde s'établissait à 3,4 millions d'euros. Pour de plus amples renseignements sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto (FCCC/KP/CMP/2011/7).

Tableau 11
Budget approuvé et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions par objet de dépense au 30 juin 2011
 (En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget approuvé pour 2010-2011</i>	<i>Dépenses au 30 juin 2011</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget</i>
Dépenses de personnel	1 481 930	1 076 896	72,7
Services contractuels et consultants	3 406 184	2 400 668	70,5
Groupes d'experts	48 951	12 896	26,3
Frais de voyage du personnel	27 972	12 807	45,8
Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs	261 102	132 377	50,7
Dépenses d'appui aux programmes	679 398	475 504	70,0
Total des dépenses	5 905 537	4 111 148	69,6

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

25. Ayant offert d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand lui verse une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2011, la contribution pour 2010-2011 avait été intégralement versée. La contribution au Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) a été utilisée pour couvrir les frais d'organisation des sessions tenues à Bonn au cours de la période considérée.

26. Les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn pour 2010-2011 au 30 juin 2011 sont présentées dans le tableau 12. Une fois comptabilisés le total des dépenses (3,5 millions d'euros) et le montant de la réserve de trésorerie (209 700 euros), le solde s'établissait à 154 970 euros.

Tableau 12

Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2011

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009 ^a	282 139
Contributions	3 579 044
Intérêts, recettes accessoires et ajustements sur des exercices antérieurs	24 378
Total des recettes	3 885 561
<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	2 723 032
Appui informatique aux conférences	388 716
Part des coûts liés aux services communs	6 980
Dépenses d'appui aux programmes	402 163
Total des dépenses	3 520 891
Solde^b	364 670

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,699 euro) est le taux de change officiel de l'ONU pour le 30 juin 2011.

^b Non compris la réserve de trésorerie de 209 700 euros.

G. Dépenses d'appui aux programmes

27. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme «Services administratifs»). Des services centraux tels que la vérification des comptes, les états de paie, le placement des fonds et les services de trésorerie sont fournis par l'ONU et doivent être remboursés à l'Organisation.

28. Le tableau 13 indique la situation des dépenses d'appui aux programmes pour les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011. Au 30 juin 2011, les recettes se chiffraient à 26,7 millions de dollars, dont un report de 10,7 millions de dollars de l'exercice précédent, un montant de 15,3 millions de dollars prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes et des intérêts et recettes accessoires de 0,67 million de dollars.

29. Au cours de la même période, 12,9 millions de dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel et d'autres frais; les sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) s'élevaient à 0,7 million de dollars au 30 juin 2011. Une fois comptabilisée la réserve de trésorerie de 4,5 millions de dollars, le solde inutilisé du compte spécial pour les dépenses d'appui aux programmes se chiffre à 8,6 millions de dollars.

Tableau 13
Situation des dépenses d'appui aux programmes au 30 juin 2011
 (En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2008-2009	10 731 938
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes	15 290 032
Intérêts et recettes accessoires	668 560
Total des recettes	26 690 530
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel du secrétariat	10 356 676
Autres dépenses du secrétariat	2 562 474
Services rendus par l'Organisation des Nations Unies	714 143
Total des dépenses	13 633 293
<i>À déduire: Réserve de trésorerie</i>	4 480 748
Solde	8 576 489

III. Exécution des programmes

30. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail de l'exercice biennal 2010-2011 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation du programme de travail. Il convient donc de lire la présente section en parallèle avec le document FCCC/SBI/2009/2/Add.1, qui décrit les grandes lignes du programme de travail.

31. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions attribuées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail pour l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat. Des indications supplémentaires sur les résultats obtenus pour chaque programme sont données à l'annexe III.

A. Direction exécutive et gestion

32. Le programme «Direction exécutive et gestion» (DEG) veille à ce que le secrétariat réponde aux besoins des organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto et garantit la cohérence globale du secrétariat. Il coordonne également les activités de sensibilisation et de coopération au sein du système des Nations Unies et auprès des principales parties prenantes, apporte son concours au Président et aux Bureaux de la Conférence des Parties et de la CMP et dirige les services d'appui au processus intergouvernemental à l'échelle du secrétariat.

33. Au cours de la période considérée, le programme DEG s'est attaché à appuyer les efforts concertés faits par les Parties pour mettre à profit les résultats découlant des décisions les plus récentes de la Conférence des Parties et de la CMP. Compte tenu des décisions marquantes figurant dans les accords de Cancún, le programme a accordé la priorité, au premier semestre de 2011, au réalignement des ressources du secrétariat afin d'apporter un concours efficace aux Parties dans la mise en œuvre immédiate de ces décisions. Ces efforts ont consisté notamment à réorganiser les champs d'activité en vue

d'éliminer les chevauchements, d'optimiser l'éventail des compétences et de créer un cadre plus favorable pour la collaboration sur les questions transversales. Par ailleurs, la coordination et le contrôle de l'application des accords de Cancún ont été renforcés par la création au sein du programme DEG d'une cellule chargée de la stratégie de mise en œuvre.

34. Le programme DEG a continué d'épauler les Présidents de la Conférence des Parties et de la CMP et de coordonner le soutien apporté par le secrétariat aux travaux de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP. La Secrétaire exécutive s'est largement employée à collecter des fonds pour obtenir des ressources adéquates. Cependant, les contributions versées pour l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bangkok (Thaïlande) en avril 2011 ont été insuffisantes et de sérieux problèmes de financement subsistent.

35. La Secrétaire exécutive a veillé à ce que les rapports sur les sessions de la Conférence des Parties, de la CMP, de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP paraissent en temps voulu et à ce que les informations communiquées par les Parties au sujet des accords de Cancún soient compilées et publiées sur le site Web de la Convention.

36. Le programme DEG a renforcé son rôle de coordination au sein du secrétariat en ce qui concerne la coopération avec le Secrétariat de l'ONU, les institutions spécialisées et les organisations internationales à l'appui du processus de la Convention et de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des Parties et de la CMP. À cet effet, la Secrétaire exécutive a détaché un haut fonctionnaire du secrétariat auprès du Cabinet du Secrétaire général. La communication avec un large éventail de parties prenantes, dont le Cabinet du Secrétaire général et d'autres organismes, est une des tâches prioritaires du chef du personnel désigné au premier semestre de 2011.

37. Pleinement consciente des contraintes budgétaires pesant sur les administrations nationales et de la nécessité de réaliser des gains d'efficacité et d'organiser le travail de façon plus rationnelle, la Secrétaire exécutive a lancé en 2011 une série d'initiatives visant à tirer au mieux parti des ressources du secrétariat. Des efforts ont été engagés sur plusieurs plans: examens des procédures internes du secrétariat (par exemple dans l'administration et la production de documents) afin de renforcer l'automatisation et de réduire les coûts de transaction; mise en place d'une plate-forme de collaboration interne; et étude des solutions envisageables pour développer les possibilités de conférence par voie électronique afin d'optimiser le temps de travail du personnel. Un rapport sur les gains d'efficacité prévus pour 2012-2013 est publié sous la cote FCCC/SBI/2011/Inf.15.

38. Enfin, la Secrétaire exécutive a accordé une attention particulière au bien-être et à l'état de santé du personnel. Parmi les initiatives prises à cet égard, il convient de mentionner une enquête sur le degré de satisfaction des fonctionnaires et diverses mesures ayant pour objet d'élargir l'espace de travail et d'améliorer les services d'appui au personnel et les relations entre celui-ci et l'administration.

B. Rapports, données et analyses

39. Le programme «Rapports, données et analyses» (RDA) appuie le système de communication de rapports et d'examen des Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I). Pendant la période considérée, il a continué de veiller au bon déroulement du processus d'établissement de rapports et d'examen prévu par la Convention et le Protocole de Kyoto en conduisant le cycle de 2010 des examens annuels des inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES) des Parties visées à l'annexe I, en poursuivant l'examen des cinquièmes communications nationales des Parties visées à l'annexe I et en lançant le cycle de 2011 des examens des inventaires de ces Parties. Dans le cas des Parties visées à l'annexe I qui sont également parties au Protocole de Kyoto, le

programme RDA a mis en œuvre de nouvelles procédures pertinentes d'établissement de rapports et d'examen en 2010 et 2011, première et deuxième années au cours desquelles des informations supplémentaires doivent obligatoirement être communiquées au titre du Protocole.

40. Conformément aux mandats existant au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, les cinquièmes communications nationales de 40 des 42 Parties visées à l'annexe I ont été reçues. Le secrétariat a coordonné 24 examens dans les pays et 2 examens centralisés portant chacun sur les informations communiquées par 4 Parties, auxquels ont procédé des équipes d'experts internationaux en 2010 et au premier semestre de 2011, et il entend achever au début de 2012 les examens restants des communications nationales des Parties visées à l'annexe I. En se fondant sur les informations présentées dans les cinquièmes communications nationales, le secrétariat a établi à l'intention de la Conférence des Parties et de la CMP un rapport de compilation-synthèse couvrant tous les aspects de la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto par les Parties visées à l'annexe I. Pour les Parties visées à l'annexe I qui sont également parties au Protocole de Kyoto, la cinquième communication nationale établie au titre de la Convention contient des informations supplémentaires communiquées en application du paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole pour faire la preuve que ces Parties s'acquittent de leurs engagements.

41. Dans le cadre des cycles de notification et d'examen de 2010 et 2011, le programme RDA a accusé réception et assuré le traitement des inventaires annuels de GES de toutes les Parties visées à l'annexe I ainsi que des informations supplémentaires requises, en vertu du paragraphe 1 de l'article 7 du Protocole de Kyoto, des Parties visées à l'annexe I qui sont également parties au Protocole de Kyoto³. Le renforcement du processus d'examen s'est avéré nécessaire pour évaluer ces informations supplémentaires, ce qui est essentiel pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Au total, 85 ensembles de données d'inventaire assortis des explications pertinentes ont été reçus, traités et archivés, y compris de multiples cas de versions révisées de données complètes ou partielles à traiter.

42. Deux réunions des examinateurs principaux ont été organisées au cours de la période considérée en vue de garantir la qualité et la cohérence du processus d'examen et, dans le cas des examens effectués au titre du Protocole de Kyoto, en vue d'anticiper et de prendre en compte les enseignements tirés de la communication et de l'examen des données relatives aux GES et des informations supplémentaires pour la première année de la période d'engagement.

43. Pour maintenir et accroître l'efficacité du processus d'examen, le secrétariat a mis au point de nouveaux cours de formation pour les examens prévus au titre du Protocole de Kyoto portant sur les informations relatives aux activités liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie communiquées au titre des paragraphes 3 et 4 de l'article 3, et à l'appui de l'examen des estimations des inventaires produites par des méthodes et des modèles complexes. Le secrétariat a intensifié son appui à la formation des experts chargés des examens prévus au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto pour répondre aux exigences d'un processus d'examen rigoureux et a organisé deux séminaires par an pour achever la formation d'experts et leur faire passer les épreuves correspondantes. Plus de 120 experts de pays développés et de pays en développement ont bénéficié d'une formation et passé les épreuves avec succès.

³ Tous les inventaires de GES des Parties visées à l'annexe I pour 2011 peuvent être consultés à l'adresse suivante: http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/national_inventories_submissions/items/5888.php.

44. Le secrétariat a continué d'appuyer les activités exécutées par le SBSTA aux fins du programme de travail concernant la révision des «Directives FCCC pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie: Directives FCCC pour la notification des inventaires annuels» en préparant une documentation appropriée, en organisant trois ateliers⁴ et en fournissant une aide pendant les sessions du SBSTA.

45. Le programme a continué d'assurer la diffusion des données communiquées par les Parties visées à l'annexe I sur leurs émissions de GES au moyen de l'interface de données sur les GES⁵ du site Web de la Convention. Les données provenant des inventaires de GES des Parties visées à l'annexe I et des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) sont intégrées dans l'interface. Pour améliorer la qualité des données, l'interface fait chaque année l'objet de trois mises à jour, au lieu d'une seule antérieurement, ce qui permet aux Parties et au grand public d'accéder aux données les plus récentes. Après les mises à jour effectuées en mars et juin 2011, la troisième opération de ce type devrait avoir lieu en novembre 2011. Le programme RDA a étoffé l'interface de données sur les GES en élaborant et en lançant un nouveau module⁶ qui permet le calcul en ligne d'indicateurs liés aux GES, tels que les émissions de GES par habitant ou par unité de PIB; des travaux préparatoires sont en cours pour développer encore l'interface en y ajoutant un accès modulable aux données de compilation et de comptabilisation communiquées par les Parties à la Convention ayant des engagements inscrits à l'annexe B du Protocole de Kyoto (Parties visées à l'annexe B).

46. Le programme RDA continue d'informer la Conférence des Parties et la CMP des données essentielles sur les GES communiquées par les Parties visées à l'annexe I au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto par le biais de deux rapports annuels importants: le rapport sur les données relatives aux GES qui contient les données des inventaires des émissions de GES des Parties visées à l'annexe I et le rapport de compilation et de comptabilisation où figurent les données de comptabilisation des Parties visées à l'annexe B. Un rapport sur les données relatives aux GES⁷ et un rapport de compilation et de comptabilisation⁸ ont été publiés pendant la période considérée.

47. Durant cette période, le programme a répondu à environ 250 demandes de données relatives aux GES ou d'explications connexes, adressées par des Parties, des organisations nationales et internationales, des médias et des particuliers.

48. Dans le cadre de la coopération en matière de communication de données au sein du système des Nations Unies, le programme a fourni les principales données d'émission de GES par les Parties visées à l'annexe I au portail de données de l'ONU⁹ et au groupe d'experts chargé de préparer les rapports sur les objectifs du Millénaire pour le développement¹⁰.

49. Le programme a continué de développer et d'améliorer les systèmes d'appui à la notification et à l'examen des données des inventaires de GES des Parties visées à l'annexe I. Il s'agissait entre autres d'améliorer encore le logiciel du cadre commun de présentation (CRF), d'apporter un appui continu aux Parties utilisant ce logiciel et de publier en temps utile les outils d'examen des inventaires et les documents correspondants.

⁴ La documentation issue de ces trois ateliers peut être consultée à l'adresse suivante: http://unfccc.int/national_reports/annex_i_ghg_inventories/reporting_requirements/items/5333.php.

⁵ Disponible à l'adresse http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php.

⁶ Disponible à l'adresse <http://unfccc.int/di/Indicators.do>.

⁷ FCCC/SBI/2010/18.

⁸ FCCC/KP/CMP/2010/5 et Add.1.

⁹ Disponible à l'adresse <http://data.un.org/>.

¹⁰ À consulter à l'adresse <http://mdgs.un.org>.

Des préparatifs ont été engagés dans l'optique des modifications susceptibles d'être apportées au logiciel CRF lors de l'achèvement des négociations des Parties sur la révision des lignes directrices relatives à la présentation des inventaires de GES des Parties visées à l'annexe I.

50. De nouveaux progrès ont été accomplis à l'appui des opérations du RIT. Les activités consacrées au RIT qui, jusqu'ici, portaient surtout sur la mise en place de systèmes de registres privilégient désormais le fonctionnement fiable de ces systèmes. Des renseignements plus détaillés sur le RIT seront présentés dans le rapport annuel de l'administrateur du RIT à la CMP à sa septième session¹¹.

51. Le programme continue de jouer un rôle clef en appuyant les négociations sur les questions concernant les engagements futurs que pourraient éventuellement prendre les Parties visées à l'annexe I au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment les objectifs en matière d'émissions et les questions de méthodologie liées aux inventaires de GES, aux gaz industriels pris en compte dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC mais non réglementés dans le cadre de la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, appelés également nouveaux gaz, et les paramètres de mesure communs. Par ailleurs, le programme a appuyé les négociations engagées au sujet de procédures éventuelles de notification et d'examen découlant du cadre de mesure, de notification et de vérification actuellement négocié par les Parties en vertu du mandat du Plan d'action de Bali. Dans cette optique, le programme a organisé six ateliers et réunions techniques et a établi divers documents qui ont servi à étayer le processus de négociation.

52. Depuis l'achèvement de la seizième session de la Conférence des Parties et de la sixième session de la CMP à Cancún, des travaux sont en cours pour intégrer les tâches supplémentaires de mesure, de notification et de vérification, définies dans les accords de Cancún, dans la planification des programmes et les activités de caractère permanent. Le programme a activement participé à la réalisation des mandats pertinents définis dans les accords de Cancún, dont l'élaboration de documents portant sur les objectifs chiffrés de réduction des émissions des pays développés et l'organisation d'ateliers¹².

C. Appui financier et technique

53. Le programme d'appui financier et technique (AFT) aide les Parties, en particulier les Parties non visées à l'annexe I, dans la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, y compris dans les négociations menées dans le cadre du SBI, de la Conférence des Parties, de la CMP et de l'AWG-LCA, en leur accordant un soutien dans les domaines ci-après: mobilisation de ressources financières au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto; communications nationales des Parties non visées à l'annexe I; programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA); renforcement des capacités; et éducation, formation et sensibilisation du public.

54. Le programme a soutenu la mise en place du groupe d'appui technique du Comité de transition pour la phase de conception du Fonds vert pour le climat et l'organisation de deux réunions du Comité¹³. Il a continué de renforcer sa collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à l'occasion d'un séminaire commun par visioconférence organisé pour garantir l'efficacité et l'utilité des ressources fournies à l'intention des pays

¹¹ Des informations sur le RIT et les systèmes de registres figurent également sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante: http://unfccc.int/kyoto_protocol/registry_systems/items/2723.php.

¹² FCCC/AWGLCA/2011/7.

¹³ Des informations sur les réunions du Comité de transition sont disponibles sur le site Web de la Convention à l'adresse http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/green_climate_fund/items/5869.php.

en développement. Il a aussi collaboré étroitement avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation pour préparer l'atelier sur les entités nationales chargées de la mise en œuvre pour l'Afrique¹⁴ et avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin d'aider les pays à recenser leurs besoins financiers dans le domaine des changements climatiques¹⁵. Conformément à la décision 1/CP.16, le programme a rassemblé les informations communiquées par les Parties au sujet de la fourniture d'un financement accéléré et les a affichées sur le site Web de la Convention¹⁶. Il a également lancé le portail finances pour les changements climatiques sur le site Web de la Convention¹⁷ en y affichant initialement les communications nationales et les modules relatifs au financement à mise en œuvre rapide.

55. Le programme AFT a continué de diffuser des renseignements sur l'appui financier et technique offert aux Parties non visées à l'annexe I pour l'élaboration des communications nationales. Un bulletin d'information a été produit en 2010 et diffusé auprès des centres de liaison nationaux, des coordonnateurs des communications nationales et d'experts de pays en développement¹⁸. Le programme a également apporté son concours à quatre réunions du Groupe consultatif reconstitué d'experts des communications nationales des Parties non visées à l'annexe I de la Convention¹⁹. À la suite de demandes adressées par des Parties non visées à l'annexe I, en Asie du Sud-Est ainsi qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe, en vue de l'établissement d'inventaires nationaux de GES, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF), le programme a continué de coordonner des projets régionaux visant à répondre à ces besoins²⁰.

56. Au cours de la période considérée, le programme a facilité les réunions du Groupe d'experts des pays les moins avancés²¹ et a apporté son concours à la mise en œuvre du programme de travail pour l'application du paragraphe 9 de l'article 4 de la Convention. Deux des pays les moins avancés²² (PMA) ont présenté un PANA complet, ce qui porte à 45 le nombre total des PANA soumis²³. Au total, sur 43 projets de mise en œuvre avaient été soumis au FEM en vue d'un financement par le Fonds pour les PMA²⁴, 25 ont été approuvés par l'Administrateur du FEM. Le Groupe d'experts des PMA a donné des indications et des avis techniques sur les questions liées à l'élaboration, à l'examen et à la mise en œuvre des PANA et, avec le soutien du FEM et du secrétariat, il a organisé les quatre derniers ateliers d'une série de cinq consacrés à la mise en œuvre des PANA²⁵.

57. Le programme a continué de collaborer avec le FEM, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales en vue de favoriser les activités et de faciliter l'intégration des priorités relatives au renforcement des capacités dans les programmes et projets de ces groupes. Le programme AFT a lancé une

¹⁴ <http://www.adaptation-fund.org/event/unfccc-workshop-accreditation-nies-africa-region>.

¹⁵ http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/items/5630.php.

¹⁶ http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/fast_start_finance/items/5646.php.

¹⁷ http://unfccc.int/cooperation_support/financial_mechanism/finance_portal/items/5824.php.

¹⁸ Le bulletin d'information concernant les Parties non visées à l'annexe I peut être consulté à l'adresse <http://unfccc.int/354.php>.

¹⁹ http://unfccc.int/national_reports/non-annex_i_natcom/cge/items/2608.php.

²⁰ Afrique du Sud, Botswana, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Malawi, Maurice, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Singapour, Thaïlande, Viet Nam et Zambie.

²¹ <http://unfccc.int/6099.php>.

²² Le Népal et le Tchad.

²³ <http://unfccc.int/4585.php>.

²⁴ <http://unfccc.int/5632.php>.

²⁵ <http://unfccc.int/6101.php>.

version à grande échelle du centre d'échange d'informations sur les réseaux d'information, y compris une fonctionnalité multilingue, a organisé quatre ateliers régionaux sur l'application de l'article 6 de la Convention, a coordonné le programme de bourses de perfectionnement du secrétariat en vue de renforcer les capacités de jeunes responsables des administrations publiques de pays en développement, en particulier de PMA et de petits États insulaires en développement, et a également coordonné l'initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques.

D. Adaptation, technologie et travaux scientifiques

58. Le programme sur l'adaptation, la technologie et les travaux scientifiques (ATTS) aide les Parties à répondre aux besoins et aux préoccupations qui leur sont propres au sujet des effets des changements climatiques, de la vulnérabilité et de l'adaptation à ces changements et de l'impact des mesures de riposte. Il soutient en outre le processus de la Convention en favorisant la mise au point et le transfert de technologies et en améliorant les fondements méthodologiques et scientifiques de la politique et de l'action internationales des Parties dans le domaine du climat, et notamment des mesures destinées à réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (initiative REDD). Il coordonne l'appui apporté au SBSTA, contribuant ainsi à son bon fonctionnement.

59. Durant la période considérée, le programme ATTS a continué d'appuyer les délibérations et les négociations intergouvernementales sur l'adaptation, les mesures de riposte et leurs éventuelles conséquences. À la suite de la seizième session de la Conférence des Parties, il a apporté un appui à la mise en œuvre initiale des dispositions figurant dans le Cadre de Cancún pour l'adaptation, notamment celles qui concernent le Comité de l'adaptation et les démarches permettant de remédier aux pertes et préjudices associés aux incidences des changements climatiques dans les pays en développement particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements, ainsi que les conséquences économiques et sociales des mesures de riposte, en organisant par exemple le forum commun SBI/SBSTA sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre²⁶. Le maintien de la participation d'un large éventail de partenaires au programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements s'est traduit par une augmentation du nombre des organisations associées à ce programme de travail et des annonces de mesures²⁷. Afin de faciliter la mise en commun des connaissances et l'apprentissage, d'encourager le dialogue et de favoriser l'adoption de mesures d'adaptation, le programme a préparé de nombreux documents et publications²⁸ et a organisé deux ateliers techniques²⁹, une réunion informelle d'examen du programme de travail de Nairobi³⁰, des réunions entre les Parties et des partenaires de ce programme³¹ et une réunion de haut niveau à Cancún sur l'adaptation, mettant l'accent sur l'unité d'action au sein du système des Nations Unies³².

60. Le programme a aidé les Parties à faire avancer les travaux et les négociations au niveau intergouvernemental sur la mise au point et le transfert de technologies dans le cadre de l'AWG-LCA, du SBI et du SBSTA. Il a engagé des activités visant à appuyer la prompte

²⁶ <http://unfccc.int/resource/docs/2010/cop16/eng/07a01.pdf#page=2>.

²⁷ <http://unfccc.int/resource/docs/2010/sbsta/eng/inf07.pdf>.

²⁸ http://unfccc.int/adaptation/nairobi_work_programme/items/3633.php.

²⁹ <http://unfccc.int/4300.php>.

³⁰ <http://unfccc.int/5706.php>.

³¹ http://unfccc.int/files/adaptation/application/pdf/fpf_cancun_summarynote_online.pdf.

³² Réunion parallèle tenue le 8 décembre 2010, http://regserver.unfccc.int/seors/reports/archive.html?session_id=COP16/CMP6.

mise en œuvre du Mécanisme technologique créé par la Conférence des Parties à sa seizième session, notamment les travaux préparatoires à l'appui des travaux du Comité exécutif de la technologie (CET), et la reconfiguration du mécanisme d'échange d'informations sur les technologies³³ afin de faciliter la circulation d'informations sur l'état de la mise en œuvre du Mécanisme technologique et du CET et a continué de le gérer et de l'actualiser. Le programme a en outre aidé le SBI à examiner l'efficacité de l'application des paragraphes 1 c) et 5 de l'article 4 de la Convention en élaborant des rapports aux fins de cet examen³⁴. Il a facilité la poursuite de la mise en œuvre du cadre pour le transfert de technologies et a continué d'aider le Groupe d'experts du transfert de technologies (GETT) à exécuter les activités inscrites à son programme de travail pour 2010-2011, notamment en précisant les options envisageables pour les modalités de fonctionnement du Mécanisme technologique créé à la seizième session de la Conférence des Parties³⁵. Le programme a exécuté les activités restantes du programme de travail du GETT lorsque la Conférence des Parties à sa seizième session a mis un terme au mandat du groupe, s'agissant par exemple d'organiser un atelier sur les évaluations des besoins technologiques³⁶. Il a collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la mise à jour du manuel d'évaluation des besoins technologiques dans le domaine des changements climatiques³⁷ et avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/FEM à la mise en œuvre du programme stratégique de Poznań sur le transfert de technologies³⁸. Le programme ATTS a poursuivi les efforts entrepris pour que les Parties non visées à l'annexe I soient mieux à même d'élaborer des projets de transfert de technologies à financer, notamment en organisant deux ateliers régionaux de formation³⁹ et en mettant au point un module de formation⁴⁰. Il a collaboré sur diverses questions liées à la mise au point et au transfert de technologies avec l'Agence internationale de l'énergie, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, le PNUD, le PNUE, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Office européen des brevets, le FEM, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Banque mondiale et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

61. Le programme a continué d'appuyer les négociations sur des questions liées aux aspects scientifiques, techniques et socioéconomiques de l'atténuation, y compris sur l'initiative REDD-plus⁴¹, le secteur UTCATF, les démarches sectorielles et les mesures par secteur, les émissions provenant des carburants utilisés pour les transports internationaux, ainsi que la recherche et l'observation systématique. Dans le cadre des efforts déployés par le secrétariat pour mieux coordonner le renforcement des capacités dans l'optique des activités se rapportant à l'initiative REDD-plus, le programme a organisé une réunion informelle d'experts⁴², a étoffé et géré la plate-forme Web de l'initiative REDD⁴³ et propose un forum de discussion sur cette plate-forme tant pour promouvoir le partage

³³ <http://unfccc.int/ttclear/jsp/index.jsp>.

³⁴ FCCC/SBI/2010/INF.4, FCCC/SBI/2010/INF.6, FCCC/SBI/2010/MISC.3, FCCC/SBSTA/2010/INF.3.

³⁵ <http://unfccc.int/ttclear/jsp/EGTTDoc/National%20systems%20of%20innovation%20v7.pdf>.

³⁶ <http://unfccc.int/ttclear/jsp/TrnDetails.jsp?EN=TNAWshpBonn>.

³⁷ <http://unfccc.int/ttclear/pdf/TNA%20HANDBOOK%20EN%2020101115.pdf>.

³⁸ http://www.thegef.org/gef/TT_poznan_strategic_program.

³⁹ <http://unfccc.int/ttclear/jsp/Training.jsp>.

⁴⁰ <http://unfccc.int/ttclear/jsp/Training%20material.jsp>.

⁴¹ Démarches générales et mesures d'incitation positive pour tout ce qui concerne la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement; et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement.

⁴² http://unfccc.int/methods_science/redd/items/5603.php.

⁴³ http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php.

d'informations et d'expériences que pour améliorer les connaissances sur les recommandations et directives du GIEC à appliquer dans l'exécution des activités liées à l'initiative REDD-plus dans les pays en développement. Le programme a aussi organisé les évaluations techniques des informations sur les niveaux de référence applicables à la gestion des forêts communiquées par les Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto⁴⁴, qui serviront à étayer l'examen des questions relatives au secteur UTCATF par la CMP à sa septième session.

62. Un atelier sur la recherche⁴⁵ et des réunions annuelles⁴⁶ ont été organisés dans le cadre du dialogue du SBSTA sur l'évolution des activités de recherche en rapport avec les besoins de la Convention. Le programme a collaboré étroitement avec le GIEC, l'Organisation météorologique mondiale, des programmes et organismes régionaux et internationaux de recherche sur les changements mondiaux et le Secrétariat de l'ozone pour faciliter l'échange d'informations utiles à l'appui du processus de la Convention. Il a également collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale pour rendre les pays en développement mieux à même de prendre des mesures dans le cadre de l'initiative REDD et dans l'agriculture, et avec l'Organisation maritime internationale et l'Organisation internationale de l'aviation civile pour informer les Parties des travaux pertinents réalisés par ces organisations dans le domaine des transports aériens et maritimes internationaux. Le programme a aussi coordonné les activités du secrétariat se rapportant à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Depuis la seizième session de la Conférence des Parties, le programme appuie les négociations sur les questions liées à la vision commune et à l'examen de l'objectif global à long terme à la lumière de l'objectif ultime de la Convention, comme prévu dans les accords de Cancún⁴⁷.

E. Mécanismes pour un développement durable

63. Pour la période considérée, la principale tâche du programme relatif aux mécanismes pour un développement durable reste l'appui à fournir aux deux organes constitués pour superviser la mise en œuvre des mécanismes fondés sur l'exécution de projets au titre du Protocole de Kyoto, à savoir le Conseil exécutif du MDP et le Comité de supervision de l'application conjointe. Ce programme continue en outre d'appuyer les négociations tant sur les mécanismes existants, dans le cadre de l'AWG-KP, que sur des démarches fondées ou non sur le marché, dans le cadre de l'AWG-LCA.

64. Pour apporter à ces deux organes une aide plus efficace, le programme est doté d'une nouvelle structure qui est étroitement alignée sur les processus établis au titre du MDP et de l'application conjointe concernant la mise au point et l'application de méthodes et de normes ainsi que l'évaluation d'entités et de projets agréés. Grâce à cette nouvelle structure, il est désormais plus facile de régler directement les problèmes rencontrés par les diverses parties prenantes à ces deux mécanismes, en recentrant les travaux des équipes ainsi qu'en simplifiant et en développant les voies de communication avec les parties prenantes.

⁴⁴ http://unfccc.int/meetings/ad_hoc_working_groups/kp/items/5896.php.

⁴⁵ http://unfccc.int/methods_and_science/research_and_systematic_observation/items/6032.php.

⁴⁶ http://unfccc.int/methods_and_science/research_and_systematic_observation/items/5609.php.

⁴⁷ Dans le cadre des accords de Cancún, la Conférence des Parties a décidé, dans sa décision 1/CP.16, d'examiner périodiquement le caractère adéquat de l'objectif global à long terme défini au paragraphe 4 de cette décision.

65. Pendant la période considérée, conformément au plan de gestion du MDP pour 2010 et 2011, des dispositions ont été prises en vue de 45 réunions du Conseil exécutif du MDP et de ses groupes d'étude et groupes de travail. Il a fallu pour cela élaborer et publier quelque 426 documents rien que pour le Conseil exécutif du MDP. Le programme a continué de faciliter le dialogue sur les mécanismes fondés sur l'exécution de projets en organisant 28 ateliers de coordination et/ou de formation à l'intention des parties prenantes et 38 interventions en matière de formation pour le personnel affecté au programme, comme suite à une demande formulée à cet égard par le Conseil exécutif. La communication et la transparence ont encore été améliorées grâce au développement du site Web du MDP⁴⁸ et du catalogue des décisions du MDP⁴⁹. La page d'accueil du bulletin du MDP⁵⁰ a été régulièrement mise à jour⁵¹ et le programme a continué de gérer les opérations courantes du registre du MDP en ouvrant des comptes et en validant des transactions. Il a collaboré avec des partenaires dans le contexte du cadre de Nairobi⁵² en vue d'encourager une répartition régionale équitable des activités de projet au titre du MDP, notamment en produisant des dépliants, des annonces, des brochures, des vidéos, des fichiers audio, des animations Web et des dossiers de presse pour le Forum africain du carbone et en développant le «Bazar du MDP»⁵³.

66. Le programme a appuyé l'enregistrement de 1 218 activités de projet au titre du MDP⁵⁴ et la délivrance de 282,9 millions d'unités de réduction certifiée des émissions⁵⁵. Il a facilité l'adoption, par le Conseil exécutif du MDP, des procédures et des directives révisées concernant l'enregistrement des programmes d'activités du MDP et la publication de la première demande d'enregistrement d'un programme d'activités⁵⁶. Des mesures ont été prises pour que les contrôles de la bonne exécution des travaux soient faits en temps utile et que le Conseil exécutif reçoive toutes les informations relatives à l'évaluation des projets. Le programme a continué d'élargir les informations fournies sur l'enregistrement et la délivrance par l'intermédiaire du site Web du MDP⁵⁷, ce qui a pour effet de réduire le nombre de demandes sur la gestion des processus internes. Pendant la période considérée, les nouvelles méthodes ont toutes été intégralement traitées selon les procédures et les échéanciers établis.

67. Des dispositions ont été prises concernant six réunions du Comité de supervision de l'application conjointe et six réunions du Groupe d'experts de l'accréditation pour l'application conjointe. Le manque de fonds pour l'application conjointe est resté un problème majeur mais le Comité y a fait face comme il convenait. Pour économiser des ressources, il continue de chercher des moyens de réduire les dépenses et d'appeler l'attention des Parties sur la situation financière difficile dans laquelle il se trouve.

68. Le programme a également continué de jouer un rôle non négligeable en appuyant les négociations intergouvernementales sur les mécanismes fondés sur le marché.

⁴⁸ Le site Web du MDP qui peut être consulté à l'adresse <http://cdm.unfccc.int/index.html> est utilisé en moyenne par plus de 26 000 utilisateurs désignés par mois, parmi les 110 000 visiteurs uniques; environ 1 670 000 dossiers sont téléchargés chaque mois.

⁴⁹ Voir l'adresse <http://cdm.unfccc.int/Reference/catalogue/search>.

⁵⁰ Voir l'adresse <http://cdm.unfccc.int/CDMNews/rss.html>.

⁵¹ Plus de 800 000 connexions sur cette page ont été dénombrées au cours de la période considérée.

⁵² Voir l'adresse http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html.

⁵³ Voir l'adresse <http://www.cdmbazaar.net/>.

⁵⁴ Le nombre de projets enregistrés au 28 juillet 2011 totalisait 3 332.

⁵⁵ Le nombre d'unités de réduction certifiée des émissions délivrées au 28 juillet 2011 totalisait 668 millions.

⁵⁶ FCCC/KP/AWG/2010/10.

⁵⁷ Voir les adresses <http://cdm.unfccc.int/Registry/index.html>; <http://cdm.unfccc.int/Issuance/index.html>.

69. Parmi les défis qu'il a fallu relever, on citera les délais à tenir dans le traitement des dossiers relatifs aux projets soumis au titre du MDP. La mise au point d'un contrat-cadre a permis de faire désormais appel à des compétences extérieures pour éponger l'arriéré de travail et faire face aux périodes de pointe dans ce domaine. Par ailleurs, les efforts ont été poursuivis pour accélérer le processus de recrutement. Pendant la période considérée, le nombre de fonctionnaires engagés pour une durée déterminée est passé de 102 à 158.

F. Affaires juridiques

70. Le programme des affaires juridiques fournit des conseils et un appui aux Parties, aux organes de la Convention et du Protocole de Kyoto et au secrétariat pour que la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, la conduite des processus intergouvernementaux connexes et les activités du secrétariat soient conformes aux prescriptions juridiques, institutionnelles et de procédure. Il fournit aussi des avis et un appui au Comité de contrôle du respect des dispositions pour que le mécanisme de contrôle du respect des dispositions fonctionne efficacement et contribue à l'intégrité environnementale du Protocole de Kyoto et à la crédibilité des mécanismes de marché.

71. La Présidente et les Bureaux de la Conférence des Parties et de la CMP, les présidents des organes subsidiaires et des organes constitués, les Parties, les observateurs, la Secrétaire exécutive et les autres programmes du secrétariat ont sollicité et reçu des conseils sur diverses questions juridiques, institutionnelles et de procédure.

72. Le Conseil exécutif du MDP, le Comité de supervision de l'application conjointe, le Conseil du Fonds pour l'adaptation et le Comité de transition pour la phase de conception du Fonds vert pour le climat ont reçu des avis juridiques concernant leurs travaux, ce qui les a aidé à remplir efficacement leur mandat conformément aux dispositions de la Convention et du Protocole de Kyoto, aux règlements intérieurs applicables, aux exigences découlant de la Convention et au droit international général.

73. Un appui a été accordé aux Parties au sujet des négociations en cours pour un futur régime applicable en matière de changements climatiques, concernant notamment le statut juridique des Parties visées à l'annexe I qui sont en transition vers une économie de marché et des Parties visées à l'annexe I se trouvant dans une situation particulière, les solutions juridiques envisageables pour un résultat concerté dans le cadre de l'AWG-LCA et les questions juridiques dont est saisi l'AWG-KP ainsi que l'application des accords de Cancún. À la demande des Parties, une note contenant des considérations juridiques relatives à un hiatus éventuel entre la première période d'engagement du Protocole de Kyoto et les périodes d'engagement suivantes⁵⁸ a été établie.

74. Bon nombre de questions de procédure et de questions juridiques de fond ont été clarifiées concernant les négociations, notamment par des avis sur les aspects juridiques et de procédure liés à l'adoption des ordres du jour, la participation d'observateurs et les procédures d'amendement. Un appui a également été fourni aux Parties au sujet des procédures de désignation et d'élection des membres des bureaux des organes de la Convention et du Protocole, en particulier du Comité de transition et du Comité exécutif de la technologie.

⁵⁸ FCCC/KP/AWG/2010/10.

75. Le programme a dispensé des conseils juridiques d'ordre technique, ainsi que des services d'appui, à la plénière, à la chambre de l'exécution et à la chambre de la facilitation du Comité de contrôle du respect des dispositions. Il a produit des documents de référence⁵⁹ sur les conflits d'intérêts pour faciliter les débats de la plénière sur ce sujet.

76. Le programme s'est assuré que les accords juridiques conclus par le secrétariat étaient conformes aux dispositions réglementaires applicables au sein de l'Organisation des Nations Unies et du secrétariat. À cet effet, il a notamment facilité la conclusion de l'accord avec le pays hôte en prévision de la seizième session de la Conférence des Parties et de la sixième session de la CMP et l'établissement d'instruments juridiques appropriés pour les réunions des groupes de travail spéciaux tenues à Bangkok et à Tianjin (Chine). Au cours de la période considérée, le programme a aussi fourni régulièrement des avis juridiques sur des questions liées à la gestion et au fonctionnement du secrétariat.

G. Services des affaires de la Conférence

77. Le programme des services des affaires de la Conférence facilite la participation des Parties et des observateurs au processus intergouvernemental et assure la préparation logistique et le service des sessions, réunions et ateliers, ainsi que l'édition et le traitement des documents établis au titre de la Convention. Il gère la base de données du secrétariat sur les points de contact et supervise les dispositions à prendre en matière de sécurité pour les conférences, en collaboration étroite avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU.

78. Au cours de la période considérée, le programme a pris des dispositions logistiques concernant notamment la sécurité et les moyens de faciliter la participation et l'enregistrement des Parties et des organisations ayant le statut d'observateur et a édité et traité des documents pour sept séries de sessions au total, dont les sessions de la Conférence des Parties, de la CMP, du SBI, du SBSTA, de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA. Outre les séances plénières de ces organes, de nombreuses réunions ont eu lieu à l'occasion de leurs sessions, dont des réunions de groupes de contact, de groupes régionaux, de groupes de négociation, de délégations et d'organisations ayant le statut d'observateur, des manifestations parallèles et des rencontres avec les médias. De surcroît, 20 réunions d'avant et d'après session et 28 réunions préparatoires ont eu lieu pendant cette période. Les préparatifs de deux séries de sessions étaient bien avancés au deuxième semestre de 2011.

79. En moyenne, une réunion prévue au titre de la Convention s'est tenue chaque jour ouvrable au cours de la période comprise entre janvier 2010 et juin 2011 (non compris les réunions de session mentionnées ci-dessus). Le programme a apporté son appui à 218 réunions et ateliers organisés à Bonn en assurant l'inscription préalable des participants, en facilitant les formalités de visa et en contribuant aux dispositions logistiques.

80. Le programme a traité en moyenne 230 demandes de soutien financier de représentants de Parties remplissant les conditions requises en vue de faciliter leur participation à chacune des sessions des organes établis au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto et aux ateliers et autres réunions qui se sont déroulés à l'occasion de ces sessions.

81. Au cours de la période considérée, le nouveau système d'enregistrement en ligne a été étoffé et il est entré en service pour les Parties et les organisations admises. Le système a accéléré l'enregistrement des participants et la délivrance de badges. Cette innovation a

⁵⁹ Voir les documents CC/7/2010/2, CC/8/2010/3 et CC/8/2010/3/Corr.1 à consulter à l'adresse http://unfccc.int/kyoto_protocol/compliance/plenary/items/3788.php.

abrégé les temps d'attente et devrait réduire le coût des procédures d'enregistrement aux conférences.

82. Durant la même période, le programme a traité 386 demandes visant à bénéficier du statut d'observateur présentées par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et a facilité la publication sur le site Web de la Convention de 173 communications émanant de ces organisations. Les manifestations parallèles et les expositions ont de plus en plus de succès auprès des Parties et des observateurs. Pour les sept séries de sessions tenues au cours de la période considérée, le programme a traité 848 demandes de réunions parallèles, dont 549 ont été retenues, et 496 demandes concernant l'organisation d'expositions, dont 380 ont été sélectionnées. Lors de six séries de sessions, le programme a alloué des bureaux à différentes catégories d'organisations et des salles de réunion aux organisations admises en qualité d'observateurs. Il a donné à celles-ci la possibilité de faire 166 déclarations en plénière au cours des huit sessions. En outre, il a facilité la participation de 132 représentants d'organisations ayant le statut d'observateur dans le cadre de neuf ateliers d'intersession organisés pendant cette période.

83. À la trente-quatrième session du SBI, le programme a organisé un atelier d'une durée d'une journée consacré aux moyens de favoriser la participation d'organisations ayant le statut d'observateur, comme le SBI l'avait demandé à sa trente-troisième session, et a fait le point sur la participation actuelle d'observateurs et les bonnes pratiques d'autres processus des Nations Unies. Il a aussi produit un rapport sur l'atelier de session en vue d'un examen plus approfondi par le SBI à sa trente-quatrième session.

84. Le programme a facilité la participation d'observateurs par des réunions régulières avec les coordonnateurs des neuf groupes reconnus et la mise au point d'un outil en ligne destiné à améliorer le traitement des demandes de participation d'observateurs⁶⁰.

85. Au total, 638 documents représentant 12 463 pages ont été édités et traités par le programme entre le 1^{er} janvier 2010 et le 30 juin 2011, dont des documents à l'intention des organes délibérants et d'autres documents prescrits tels que des rapports d'examen. Le programme a réussi à soumettre tous les rapports d'examen dans les délais et tous les documents à l'intention des organes délibérants étaient disponibles en anglais avant chaque session. Cependant, vu la fréquence accrue des réunions, les délais fixés pour la traduction n'ont pas toujours pu être respectés. En prévision des sessions tenues à Cancún, le programme a collaboré étroitement avec les collègues de l'ONUG pour répondre à la demande des Parties tendant à faire en sorte que les documents clés, tels que les textes de négociation de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA, soient disponibles en temps voulu dans toutes les langues.

H. Services d'information

86. Le programme des services d'information fournit au secrétariat l'essentiel des services de communication nécessaires dans les trois domaines suivants: communication et relations avec les médias, technologies de l'information et de la communication (TIC) et gestion des connaissances. Il fait en sorte que les travaux prescrits par les Parties puissent être mis à exécution à l'aide d'une infrastructure d'appui fiable et sûre en matière de TIC, que le site Web de la Convention soit constamment disponible et que les Parties aient facilement accès à la documentation, à l'information, aux données, aux délibérations et aux manifestations officielles. Il veille à ce que le grand public soit tenu informé des questions relatives aux changements climatiques par la diffusion de supports d'information et par les relations avec les médias.

⁶⁰ <https://onlinereg.unfccc.int/>.

87. Au cours de la période considérée, le programme a facilité la production de 27 752 exemplaires de publications imprimées et diffusé 34 060 exemplaires à l'occasion de conférences et par la poste. En outre, 4 500 CD/DVD et 1 000 calendriers consacrés au programme de travail de Nairobi ont été produits. Des services de retransmission sur le Web ont été assurés pour les réunions des organes subsidiaires, les groupes de travail spéciaux, le Conseil exécutif du MDP, le Comité de supervision de l'application conjointe, les ateliers des autorités nationales désignées, la chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions et des points de presse, ce qui a contribué à accroître la transparence du processus intergouvernemental. Au cours de la période considérée, ces retransmissions ont été visionnées par 733 445 personnes.

88. Durant la même période, 187,5 millions de pages du site Web de la Convention ont été consultées et 42,5 millions de fichiers au format PDF ont été téléchargés. L'application iPhone/iPad «Negociator» de la Convention a fait l'objet d'environ 16 000 téléchargements pendant cette période⁶¹. Le secrétariat a diffusé six numéros de son bulletin d'information électronique *UNFCCC News* en anglais et en espagnol⁶². Le nombre d'abonnés à l'édition anglaise est passé entre-temps de 9 900 à 13 100 et celui des abonnés à l'édition espagnole de 2 000 à 7 320. Dans le domaine des médias sociaux, les vidéos présentées en ligne par le secrétariat de la Convention sur YouTube ont été visionnées 147 000 fois⁶³. Au total, 4 300 personnes ont activement utilisé la page Facebook⁶⁴ du secrétariat pour échanger des informations et 5 500 personnes ont pris connaissance des informations communiquées par le secrétariat via Twitter⁶⁵. Depuis le début de 2011, le programme gère la présence officielle de la Secrétaire exécutive de la Convention sur Twitter, ce compte étant actuellement suivi par 2 136 utilisateurs⁶⁶. Le portail photo du secrétariat sur Flickr réunit un groupe actif d'utilisateurs qui échangent des photos concernant essentiellement les changements climatiques et les conférences organisées avec l'aide du secrétariat⁶⁷. Un projet a été entrepris en janvier 2011 pour améliorer l'architecture de l'information du site Web de la Convention et introduire une taxonomie révisée du site privilégiant la fonctionnalité consacrée aux conférences et la recherche d'informations.

89. Le programme a collaboré étroitement avec les médias pour faire mieux comprendre les changements climatiques et le processus intergouvernemental et veiller à ce que les médias en rendent compte de manière précise. Au cours de la période considérée, il a répondu à 1 689 demandes d'information des médias, a préparé 87 discours et articles à l'intention ou au nom de la Secrétaire exécutive, a publié 39 communiqués de presse et a organisé 407 entretiens. Dans le cadre de sa série d'ateliers à l'intention de journalistes des pays en développement, il a organisé un nouvel atelier en juin 2010 et un autre en décembre en le faisant coïncider avec la seizième session de la Conférence des Parties.

90. Au cours de la période considérée, les services d'information ont été réorganisés et regroupés. Les lettres de mission récemment introduites dans le cadre des différents programmes du secrétariat définissent les attentes en matière de systèmes, qu'il s'agisse de leur élaboration, de leur mise en place ou de leur fonctionnement. De nouvelles fonctions ont été créées concernant les projets de systèmes informatiques à l'échelle du secrétariat (plate-forme de collaboration/SharePoint et système unique de services d'assistance, par exemple) et les projets ont été mis en route.

⁶¹ <http://itunes.apple.com/de/app/negotiator/id338997029?mt=8>.

⁶² http://unfccc.int/press/news_room/newsletter/items/3642.php et http://unfccc.int/portal_espanol/newsletter/items/5680.php.

⁶³ <http://www.youtube.com/climateconference>.

⁶⁴ <http://www.facebook.com/UNclimatechange?v=wall>.

⁶⁵ http://twitter.com/#!/UN_climatetalks.

⁶⁶ <http://twitter.com/#!/Cfigueres>.

⁶⁷ <http://www.flickr.com/photos/unfccc/sets/>.

91. Le programme a maintenu en état une infrastructure de réseau et des services de TIC fiables et sûrs qui ont permis au secrétariat de répondre aux exigences du processus intergouvernemental. Des services de TIC ont été fournis à l'occasion de 116 ateliers et autres réunions plus restreintes. Des services d'hébergement ont été fournis aux systèmes autorisés parmi lesquels la base de données sur les gaz à effet de serre de la Convention, la base de données de compilation et de comptabilisation, l'interface de données sur les gaz à effet de serre, les systèmes d'information du MDP et de l'application conjointe et le registre du MDP, ainsi qu'à des systèmes à l'échelle du secrétariat tels que le système de gestion des contenus sur le Web et le système de gestion des fichiers.

92. Le programme a lancé un projet de gestion des fichiers physiques et a continué d'aider les programmes «affaires juridiques» et «rapports, données et analyses» à saisir des fichiers dans le système de gestion électronique FileNet.

I. Services administratifs

93. Le programme des services administratifs fournit des services d'appui central pour la gestion des ressources humaines et financières du secrétariat, l'élaboration des politiques et directives administratives, les marchés publics, la gestion des locaux et l'organisation des voyages. Il assure également la liaison avec l'ONUG et le Secrétariat de l'ONU pour les questions administratives et avec le Gouvernement allemand pour les questions relatives à l'application de l'accord de siège.

94. Pendant la période considérée, le programme a continué de faciliter la mobilisation, la répartition et l'utilisation prudente des ressources financières. Il a aidé la Secrétaire exécutive à établir et à présenter une proposition budgétaire pour 2012-2013 et à mener des activités de collecte de fonds, notamment en prévision des sessions.

95. Le programme a assuré des services essentiels pour la gestion de tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention et a facilité les travaux du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU aux fins de la vérification des états financiers correspondant à l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2009 et de l'audit intermédiaire pour 2010. Le secrétariat a continué d'appliquer les recommandations correspondantes.

96. Avec le concours du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU, le programme a participé à la conduite d'un audit interne portant sur le recrutement et les prestations dues au personnel et a facilité l'exécution des mesures prises pour donner suite aux audits internes conduits en 2008 et 2009.

97. Il a entrepris d'améliorer les processus administratifs et financiers de manière à les aligner, d'ici quelques années, sur les normes comptables internationales pour le secteur public.

98. De nombreuses mesures ont été prises pour faciliter le recrutement en temps utile de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité et les fidéliser. Le programme a lancé un examen du système de sélection du personnel appliqué par le secrétariat et l'élaboration d'une stratégie de dotation en personnel. Le système électronique d'appréciation du travail fourni mis en place à l'échelle du secrétariat et les cours de formation organisés facilitent le suivi du comportement professionnel. Plusieurs activités de gestion des ressources humaines sont en cours d'automatisation pour améliorer les processus d'exécution des tâches et en renforcer l'efficacité.

99. Par ailleurs, des dispositions ont été prises en matière de voyages pour près de 4 000 participants et d'experts désignés qui se sont rendus au total à 223 ateliers, réunions et sessions, soit une augmentation de 84 et 43 % respectivement par rapport à la période de janvier 2008 à juin 2009. L'enquête permanente menée sur le degré de satisfaction des

voyageurs montre que plus de 94 % d'entre eux ont qualifié de «bons», voire «excellents», les services qui leur ont été assurés, 2,2 % seulement n'étant pas satisfaits.

100. Le programme a continué de procéder à l'acquisition de biens et de services en temps opportun et conformément aux dispositions réglementaires de l'ONU et aux politiques adoptées au titre de la Convention. Près d'un millier de commandes d'une valeur de 24 millions de dollars ont été passées au cours de la période considérée, ce qui, respectivement, représente 35 et 20 % de plus que pendant la période comprise entre janvier 2008 et juin 2009.

101. Tandis que le gouvernement du pays hôte s'apprête à livrer des locaux supplémentaires à l'intention du personnel en pleine expansion du secrétariat, ainsi qu'il a été signalé à la trente-quatrième session du SBI, le programme a continué d'optimiser l'occupation des installations existantes et de déménager les bureaux du secrétariat au Campus des Nations Unies à Bonn.

IV. Informations supplémentaires

102. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et à l'annexe III des données sur les résultats obtenus au regard de tous les objectifs des programmes du secrétariat.

Annexe I

[English only]

Human resources

A. Staff

1. Table 14 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2011, of the 467.5 approved posts, 386 were filled. In addition, 31 Professional and 55 General Service level staff members were hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 472.

Table 14

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2011

	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>											
Approved	1	3	5	12	26	32	12		91	49.5	140.5
Filled ^a	1	3	4	11	22	27	8		76	43	119.0
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>											
Approved		1	2	4	6	10	11		34	16	50
Filled		1	2	2	4	8	8		25	12	37
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>											
Approved			1	5	19	46	65	1	137	57	194
Filled			1	4	15	40	50	1	111	47	158
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>											
Approved					3	2			5	2	7
Filled					3	1			4	2	6
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany (Bonn Fund)</i>											
Approved						1	1		2	6	8
Filled						1			1	5	6
<i>Programme Support (overhead)</i>											
Approved			1	2	3	11	4		21	47	68
Filled			1	1	3	10	3		18	42	60
<i>Total</i>											
Approved	1	4	9	23	57	102	93	1	290	177.5	467.5
Filled	1	4	8	18	47	87	69	1	235	151	386

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional, GS = General Service.

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

2. Table 15 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2011, Western European countries and other States accounted for the highest percentage (36.6 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas Africa had the lowest (9.3 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 15

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2011

<i>Grade</i>	<i>Africa</i>	<i>Asia and the Pacific</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Eastern Europe</i>	<i>Western Europe and other States</i>	<i>Total</i>
ASG			1			1
D-2	1	1			2	4
D-1	1	2		1	4	8
P-5	6	3	2	2	5	18
P-4	4	8	6	7	22	47
P-3	6	33	8	6	34	87
P-2	4	27	13	7	18	69
P-1					1	1
Total	22	74	30	23	86	235
Percentage of total	9.3	31.5	12.8	9.8	36.6	100.0

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

4. Table 16 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above, between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2011, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 51.5 per cent compared with 48.5 per cent for Annex I Parties.

Table 16

Distribution of staff members at the Professional level and above, between Annex I and non-Annex I Parties

<i>Grade</i>	<i>Annex I</i>	<i>Non-Annex I</i>
ASG		1
D-2	2	2
D-1	5	3
P-5	7	11
P-4	30	17
P-3	43	44
P-2	26	43
P-1	1	
Total	114	121
Percentage of total	48.5	51.5

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

5. Table 17 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above by gender. As at 30 June 2011, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 40 per cent, an increase of 5 per cent from July 2009.

Table 17

Distribution of staff members at the Professional level and above by gender

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
ASG		1
D-2	4	
D-1	5	3
P-5	15	3
P-4	32	15
P-3	47	40
P-2	37	32
P-1	1	
Total	141	94
Percentage of total	60.0	40.0

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

B. Consultants and individual contractors

6. Between 1 January 2010 and 30 June 2011 a total of 250 individual consultants and contractors were hired. They provided a combined total of 723.6 working months at a total cost of USD 5.1 million under all sources of funding. Table 18 provides information on how consulting services were distributed among the various programmes.

Table 18

Services of consultants and contractors by programme, 1 January 2010 to 30 June 2011

<i>Programme</i>	<i>Person-months</i>	<i>Cost (USD)</i>
Executive Direction and Management	13.0	149 496
Reporting, Data and Analysis	32.3	350 113
Financial and Technical Support	45.4	486 062
Adaptation, Technology and Science	92.5	516 644
Sustainable Development Mechanisms	230.9	1 547 136
Legal Affairs	11.3	102 283
Conference Affairs Services	143.6	906 520
Communication and Knowledge Management Services	34.3	323 941
Information Technology Services	51.8	421 936
Administrative Services	68.5	277 316
Total	723.6	5 081 447

Annexe II

[English only]

**Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary
Activities in the biennium 2010–2011**

Table 19

Income and expenditures of projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2010–2011 as at 30 June 2011

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^d</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Executive Direction and Management (EDM)</i>			
Preparatory workshops for negotiators from developing countries on the UNFCCC Bali Road Map in the lead-up to COP 16/CMP.6	35 182	35 182	–
Support to the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention and the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol (conference, substantive and information services support)	12 148 225	16 155 064	(4 006 839)
Workshop on consensus-building for presiding officers of UNFCCC negotiation groups	67 749	65 785	1 964
Enhancing strategic capacity in the office of the Executive Secretary	444 929	70 333	374 596
Enhance and strengthen cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General	226 000	69 111	156 889
<i>Reporting, Data and Analysis (RDA)</i>			
Development and maintenance of the database system for the annual compilation and accounting of emissions inventories and assigned amounts under the Kyoto Protocol	351 209	0	351 209
Software development and support to the CRF Reporter software	74 291	30 002	44 289
Activities to support the expert review process under the Convention and its Kyoto Protocol: training for expert review teams and meetings of lead reviewers	1 977 667	894 992	1 082 675
Development and maintenance of the UNFCCC information systems for the receipt and processing of greenhouse gas (GHG) data, including the UNFCCC submission portal and the GHG data interface	920 282	335 627	584 655
Activities to facilitate the implementation of the work programme for the revision of the UNFCCC reporting guidelines for Annex I Parties and the use of the 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories	102 065	50 599	51 466
Information technology governance	37 455	37 455	–

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^d</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Financial and Technical Support (FTS)</i>			
Support to national communications of non-Annex I Parties	658 288	387 904	270 384
Support to the Least Developed Countries Expert Group for 2010–2011	2 031 781	1 203 744	828 037
Support to financial cooperation and enhanced provision of financial resources	492 077	175 744	316 333
Support to the implementation of national GHG inventories and related activities by non-Annex I Parties, including national forest monitoring systems	1 596 251	571 692	1 024 559
UNFCCC Fellowship Programme	321 535	301 087	20 448
Support to capacity-building for developing countries	435 604	174 722	260 882
Organization and facilitation of thematic regional workshops to support the implementation of the amended New Delhi work programme on Article 6 of the Convention	700 924	443 894	257 030
National economic, environment and development studies for climate change	749 387	584 633	164 754
Support the work of the Transitional Committee for the design of the Green Climate Fund	1 055 151	589 108	466 043
Workshops on the process and requirements of the accreditation of national implementing entities for direct access under the Adaptation Fund	289 642	–	289 642
Supporting enhanced action on mitigation by developing country Parties under the Cancun Agreements	297 757	–	297 757
<i>Adaptation, Technology and Science (ATS)</i>			
Support for implementing the programme of work of the Expert Group on Technology Transfer and the technology transfer framework	1 518 884	1 251 104	267 780
Implementation of the Buenos Aires programme of work on adaptation and response measures (decision 1/CP.10)	184 538	5 348	179 190
Activities relating to land use, land-use change and forestry: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	1 275 749	405 147	870 602
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change (decision 2/CP.11)	1 723 821	1 294 107	429 714
Support to activities relating to scientific, technical and socio-economic aspects of mitigation of climate change	17 241	9 755	7 486
Support to activities relating to climate change science, research and systematic observation	80 882	22 172	58 710
Supporting the implementation of the Cancun Adaptation Framework	151 255	–	151 255
Supporting the implementation of the technology mechanism	165 342	–	165 342
Review of information on forest management baselines	339 000	230 406	108 594
Implementation of response measures	232 830	–	232 830

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Sustainable Development Mechanisms (SDM)</i>			
Resource requirements for activities related to Article 6 of the Kyoto Protocol (joint implementation)	3 349 517	2 434 690	914 827
<i>Legal Affairs (LA)</i>			
Handbook on the UNFCCC	48 842	–	48 842
Support to the Compliance Committee	706 004	222 731	483 273
<i>Conference Affairs Services (CAS)</i>			
Temporary structure for the thirty-fourth meetings of the subsidiary bodies	693 333	593 007	100 326
Interpretation services during the thirty-fourth meetings of the subsidiary bodies and COP 17	4 012	3 743	269
<i>Information Services (IS)</i>			
UNFCCC website: development of a Spanish portal	269 769	110 661	159 108
Climate change information outreach activities and products	796 722	580 675	216 047
Developing country media training in the run-up to COP 17 in South Africa	283 774	199 106	84 668
Information Technology Services	630 000	393 719	236 281
<i>Other expenditures</i>			
Junior Professional Officers	1 442 459	818 425	624 034
Cooperation with United Nations Headquarters	12 706	12 706	–
Total	38 940 129	30 764 179	8 175 950

^a Note that not all income available under the Trust Fund has been allocated to projects.

Annexe III

[English only]

**Programme performance data for the period 1 January 2010
to 30 June 2011**

Table 20

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme

Objective 1: To enhance the secretariat's responsiveness to the needs of Convention and Kyoto Protocol bodies and to enhance the coherence of its work in order to facilitate the efficient and effective implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat responds to the priorities of, and requests by, Parties and supports emerging issues, including those that relate to agreed outcomes under the Bali Road Map	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 849 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. In over 98 per cent of cases outputs had been fully delivered or output delivery was ongoing. Three outputs were not delivered due to insufficient funding. Eighty-nine per cent of the outputs were delivered on time. Delays were mostly relating to late submission of required input from sources outside of the secretariat
	Level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat	A survey on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat was conducted in 2010. The results of the survey, which had a 39 per cent response rate (73 out of 194 possible respondents), indicate that Parties have a high level of satisfaction with the work of the secretariat. For example, 94 per cent of all respondents somewhat agreed, agreed or strongly agreed with the statement that their level of satisfaction with the work of the secretariat was consistently high
Activities undertaken are coherent across programmes. The strategic objectives of programmes and the distribution of tasks and responsibilities among the programmes are clear	The members of the secretariat management consult with each other and take decisions on a regular basis (bilaterally and in management bodies)	The secretariat management team (MT) met 37 times during the reporting period (1 January 2010 – 30 June 2011) The Executive Secretary held regular bilateral meetings with MT members

Objective 2: To ensure secretariat support for the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP), thus enabling progress to be made in the intergovernmental process

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Climate change intergovernmental meetings provide a forum for taking decisions and advancing the process of responding to climate change	Level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support	A survey on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with secretariat support was conducted in June–July 2011. The results of the survey, which had a 34 per cent response rate (12 out of 35 possible respondents), indicate that the Presidents and Bureaux of the COP and the CMP have a high level of satisfaction with the services provided by the secretariat to them. Matters of process, documentation, timing and logistical arrangements were acknowledged as entirely satisfactory; so were the overall communication with the Presidents and the Bureaux to keep them updated on any urgent information. Changes in practical matters were proposed by some Bureaux members, such as to increase the number of meetings and to look into more efficient means of collaboration among Bureaux members such as online workspaces. The secretariat will address the suggestions made in the survey in collaboration with the President of the COP/CMP
Presidents of the COP and the COP Bureau are kept informed and able to carry out their functions effectively	Number of agenda items unresolved before and after the high-level segment	There were 29 agenda items on the agendas of COP 16 and CMP 6. Of those 29 items, 25 were resolved prior to the high-level segment. The remaining four items were resolved after the high-level segment
The high-level segment provides political impetus to the intergovernmental process		

Objective 3: To ensure effective communication and outreach on the intergovernmental process and close liaison with Parties and intergovernmental organizations, which will enhance the contribution of all stakeholders to the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Information on the UNFCCC process is effectively communicated by the secretariat	Frequency of reference in the media to the UNFCCC messages issued during the COP sessions	A total of 3,835 press items relating to COP 16 have been identified through an analysis of print, and broadcast media in all world regions. Twenty-six per cent of the media items relating to COP 16 referenced the top message of the UNFCCC, as compared with 23 per cent relating to COP 15

Number and duration of visits to the UNFCCC website and the volume of content downloads	A total of 15.6 million users accessed the website < http://unfccc.int > and downloaded 11.2 terabytes of data, mostly portable document files. As at 30 June 2011, the UNFCCC e-newsletter had 20,420 subscribers: 13,100 for the English version and 7,320 for the Spanish version. The webcast service was used by 733,445 viewers
-----------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Support provided by the United Nations and intergovernmental agencies to Parties in the implementation of the Convention is enhanced

Objective 4: To continue to develop the secretariat as a well managed, mature institution with a highly developed working environment and a healthy working culture

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff representing a broad geographic spectrum and gender balance are recruited, trained and retained	Percentage of staff from non-Annex I Parties and women in posts in the Professional and higher levels	A total of 51.5 per cent of staff in the professional and higher levels are from non-Annex I Parties. Forty per cent of staff in the professional and higher levels are women
Internal processes function smoothly and staff are satisfied with their work and with management	Level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities	A staff survey was conducted in June 2011 with a 70 per cent response rate (309 out of 442 possible respondents). Over 90 per cent of the respondents indicated that they were proud to work in the secretariat and more than 70 per cent expressed a high level of satisfaction with their job and secretariat management. Forty-two per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their career
The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the CMP	<p>Percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding</p> <p>Contribution rate to core budget (compared with the approved budget)</p> <p>Rate of contribution to the Trust Fund for Supplementary Activities</p>	<p>Sufficient funding was available for the delivery of more than 99 per cent of the mandated outputs</p> <p>Seventy-nine per cent of the indicative contributions for the biennium 2010–2011 had been received by the secretariat by 30 June 2011</p> <p>During the reporting period, the secretariat received USD 23.3 million in voluntary contributions from Parties against an initial requirement of USD 34.5 million for the biennium</p>
Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget and available supplementary funds	The core budget as at 30 June 2011 had a budget implementation rate of 66.2 per cent for the biennium 2010–2011, which is below the ideal implementation rate of 75 per cent. The actual expenditures incurred to support mandated supplementary funded activities as at the end of June 2011 amounted to USD 30.8 million, using contributions received this year and the carry-over from 2008–2009

Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters

Of the 10 open audit recommendations from the 2008–2009 biennium, four were fully implemented. The remaining ones are under implementation, some of which are of an ongoing nature. The United Nations Board of Auditors issued six new audit recommendations as a result of the interim audit for 2010

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 21

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Reporting, Data and Analysis programme

Objective 1: To manage the reporting and review process under the Convention and its Kyoto Protocol (Article 12 of the Convention, Articles 5, 7 and 8 of the Kyoto Protocol, decisions 18/CP.8, 19/CP.8, 13/CP.9, 14/CP.11, 10/CP.13, 13/CMP.1, 15/CMP.1, 16/CMP.1, 17/CMP.1, 19/CMP.1, 20/CMP.1, 22/CMP.1, 24/CMP.1, 25/CMP.1 and 8/CMP.3)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to the fulfilment of reporting requirements and to the review of the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol by Annex I Parties	All greenhouse gas (GHG) inventories from Annex I Parties submitted on time in the biennium 2010–2011 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	GHG inventories from all Annex I Parties due by 15 April 2010 and 15 April 2011 have been received and processed. About 270 data submissions in the common reporting format and the standard electronic format were received in 2010 and about 150 in 2011 (comprising initial submissions and subsequent resubmissions if any). The related review activities have been launched within the mandated time frames
	All national communications from Annex I Parties submitted by 1 January 2010 are received and reviewed by international expert teams within the mandated time frames	Sixteen out of 41 Annex I Parties submitted their national communications by 1 January 2010; 23 Annex I Parties submitted their national communications by 1 June 2010. Activities relating to the review of the submitted national communications have been undertaken and are expected to be completed within the mandated time frames

Objective 2: To provide authoritative quantitative information on the GHG emissions from Annex I Parties (Article 12 of the Convention, Articles 4, 7 and 8 of the Kyoto Protocol, decisions 18/CP.8, 19/CP.8, 13/CMP.1, 14/CMP.1, 15/CMP.1 and 22/CMP.1)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Data reported by Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are processed and stored in a technically sound manner, enabling efficient data management and use by all data systems in the	The GHG database and the compilation and accounting database hosted/managed by the Reporting, Data and Analysis (RDA) programme are operated and maintained without interruption	The GHG database and the compilation and accounting database were operated and maintained without interruption

<p>UNFCCC secretariat Data reported by Parties under the Convention and its Kyoto Protocol are made publicly available in a timely and accurate manner; the UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data</p>	<p>The interlinkages among all relevant UNFCCC data systems (GHG database–compilation and accounting database–international transaction log (ITL)) are kept operational without interruption</p>	<p>The interlinkages between the GHG database, the compilation and accounting database and the international transaction log were kept operational without interruption</p>
	<p>The GHG database and the compilation and accounting database are able to produce all of the queries and reports required to support the reporting and review processes for Annex I Parties managed by RDA</p>	<p>The GHG database and compilation and accounting database were able to produce all the queries and reports required to support the reporting and review processes</p>
	<p>The two key annual UNFCCC data reports (the GHG data reports and the compilation and accounting reports) have been considered by Parties at the Conference of the Parties (COP) and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)</p>	<p>Two annual UNFCCC data reports were prepared and presented to Parties at COP 16 and CMP 6; the GHG data report containing GHG inventory data from Annex I Parties for the period 1990–2008 and the compilation and accounting report containing accounting data for Parties to the Convention with commitments inscribed in Annex B to the Kyoto Protocol for 2009</p>
	<p>All data-related inquiries received by the UNFCCC secretariat have been answered within one week</p>	<p>A total of about 250 data-related inquiries were answered during the reporting period; about 95 per cent of inquiries were answered within one week of receipt, with the remaining 5 per cent being answered later because of the complexity of inquiries or reasons outside UNFCCC control</p>
	<p>The UNFCCC GHG data interface is kept operational and up to date in 2010–2011</p>	<p>Three updates of the interface were made in 2010 and another three will be implemented in 2011; two of the 2011 updates were already released (in March and June) and the third one will be released in November 2011. At each release, all data for Annex I Parties are updated and data from the new national communications from non-Annex I Parties are added</p>

Objective 3: To support the international transaction log as a foundation of the carbon market infrastructure (Articles 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol, decisions 2/CMP.1, 3/CMP.1, 5/CMP.1, 9/CMP.1, 11/CMP.1, 12/CMP.1, 13/CMP.1, 14/CMP.1, 15/CMP.1, 16/CP.10 and 22/CMP.1)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
<p>Carbon market infrastructure functions properly. Parties are able to access the international transaction log when using emissions trading and project-based mechanisms</p>	<p>International transaction log downtimes are kept to a minimum, in accordance with the agreed technical standards</p> <p>The international transaction log is able to process all transactions coming from Parties within the time limits defined by the technical standards adopted by Parties</p>	<p>ITL unplanned outages in the period July 2010–June 2011 amounted to about 40 hours out of 8,760 hours, which amounts to 99.54 per cent availability during that period</p> <p>The international transaction log was able to process all transactions coming from Parties within the time limits defined by the technical standards adopted by Parties</p>

Information on the operation of the international transaction log and the registry systems of Parties is publicly available in accordance with the mandates given by Parties	Information on the operation of the international transaction log and the registry systems of Parties was publicly available in accordance with the mandates given by Parties
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objective 4: To support the development of decisions relating to measurement, reporting and verification for the post-2012 regime (decision 1/CP.13 (the Bali Action Plan))

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The development of a post-2012 regime that ensures robust measurement, reporting and verification of commitments and actions undertaken by Parties is facilitated	Provisions and guidelines enabling measurement, reporting and verification are developed in a timely manner New requirements for the information systems managed by RDA (GHG database, compilation and accounting database, international transaction log) are identified; work on specification and implementation is launched	The relevant mandates defined in the Cancun Agreements, such as the preparation of documents relating to quantified emission reduction targets of developed countries and organization of workshops, have been addressed. Preparatory work continues in anticipation of future formal requests to the secretariat from the intergovernmental process

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 22

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Financial and Technical Support programme

Objective 1: To increase the understanding of Parties of financial resources available to non-Annex I Parties and Parties with economies in transition for the funding of climate change initiatives, especially financial incentives to participate in the Convention and Kyoto Protocol processes, and options for funding to advance the future international response to climate change (Article 4, paras. 3, 4, 5, 7 and 9, Article 8, para. 2(b) and 2(c), and Article 11 of the Convention, Article 10(c), Article 11 and Article 12, para. 8, of the Kyoto Protocol, decisions 6/CP.7, 27/CP.7, 5/CP.9, 6/CP.9, 8/CP.10, 3/CP.11, 5/CP.11, 1/CP.12, 2/CP.12, 3/CP.12, 28/CMP.1, 5/CMP.2 and 1/CMP.3)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are provided on a regular basis with information on financial resources available to assist developing country Parties in implementing mitigation and adaptation measures	Proportion of mandated reports and technical papers provided to Parties in a timely manner Number of visits to the section on the financial mechanism on the UNFCCC website	Five reports were provided to Parties during the reporting period, all in a timely manner. No technical paper was requested to be prepared during the reporting period A total of 194,624 visits were made to the section on the financial mechanism on the UNFCCC website

Information on the implementation of guidance by the Conference of the Parties to the Global Environment Facility (GEF) and its implementing and executing agencies is made available	Number of reports prepared by the operating entity of the financial mechanism made available by the UNFCCC secretariat in a timely manner	One report was prepared by the operating entity of the financial mechanism during the reporting period. It was made available by the secretariat in a timely manner
Parties are adequately supported in developing the operational modalities for financing that arise from the agreed outcomes under the Bali Road Map	Proportion of mandated technical papers prepared and activities carried out	No technical paper was requested to be prepared during the reporting period
	Proportion of mandated outputs delivered on time	No outputs were mandated to be delivered during the reporting period

Objective 2: To enhance the capacity of Parties and education, training and public awareness activities by Parties, in particular developing country Parties, for their active engagement and participation in implementing the Convention and its Kyoto Protocol (Article 6 of the Convention, Article 10(e) of the Kyoto Protocol, decisions 2/CP.7, 3/CP.7, 2/CP.10, 11/CP.8, 2/CP.10, 3/CP.10, 7/CP.10, 4/CP.12, 6/CMP.2 and 9/CP.13)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are regularly provided with information on progress, effectiveness and gaps in capacity-building for non-Annex I Parties and Parties with economies in transition to effectively monitor and evaluate the implementation of the framework for capacity-building in developing countries established under decision 2/CP.7 and the framework for capacity-building in countries with economies in transition established under decision 3/CP.7 (capacity-building frameworks)	Annual reports made available in a timely manner	One report was mandated to be made available during the reporting period. It was made available after the due date, owing to the late submission of information on the implementation of the capacity-building framework by United Nations agencies
The implementation of the capacity-building frameworks is facilitated through the operating entity (or entities) of the financial mechanism and with key implementing agencies, including United Nations agencies	Number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of UNFCCC mandates for capacity-building	A total of 29 partner agencies from the United Nations contributed to the implementation of UNFCCC mandates for capacity-building

Developing countries are supported in building capacity in order to participate in the Convention and its Kyoto Protocol processes in a regionally balanced manner	Number of people trained under the secretariat's fellowship programme and the secretariat's training programmes and workshops by geographical region	<p>A total of 11 fellows were trained, including five from Africa, one from the Latin America and the Caribbean region, four from the Asia and Pacific region and one from the Eastern Europe region</p> <p>A total of 1,631 workshop participants were trained, including 523 from the African region, 725 from the Asia and Pacific region, 313 from the Latin America and the Caribbean region and 70 from the Eastern and Southern Europe regions^b</p>
Parties are regularly provided with information on progress achieved by Parties and relevant organizations in implementing Article 6 of the Convention, in support of a mandated review of the implementation of the amended New Delhi work programme on Article 6 of the Convention	Reports made available in a timely manner	Seven reports were made available, six after the due date. Official document deadlines for Subsidiary Body for Implementation sessions could not be met in cases when relevant workshops were held close to a sessional period
Relevant organizations are mobilized to provide coordinated input to the amended New Delhi work programme	Number of organizations mobilized by the secretariat to provide input to the amended New Delhi work programme	A total of 59 organizations contributed to the implementation of the amended New Delhi work programme
The information network clearing house (CC:iNet) is useful for enhancing the exchange of information on activities under Article 6 of the Convention	<p>Number of registered and unregistered users in different world regions</p> <p>Level of satisfaction with CC:iNet of users surveyed</p>	<p>As at 30 June 2011, CC:iNet had a total of 300 registered users, including 82 from the African region, 46 from the Asia and Pacific region, 54 from the Latin America and the Caribbean region, 96 from the European region, and 22 from United Nations agencies and non-governmental organizations. A total of 139 users registered during the reporting period^c</p> <p>Eighty-three per cent of users surveyed at the regional workshops found CC:iNet to be user-friendly and eighty-one per cent evaluated its overall usefulness as good to excellent</p>

Objective 3: To support non-Annex I Parties in preparing and submitting national communications and any other reporting requirements required for the implementation of the Convention (Article 4 and Article 12, para. 1, of the Convention, decisions 17/CP.8, 3/CP.8, 8/CP.11 and 1/CP.13 (the Bali Action Plan))

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Non-Annex I Parties are regularly provided with information, guidelines, methods and tools for preparing and submitting their national communications	Proportion of mandated reports made available	Three reports were mandated to be delivered during the reporting period and were made available
	Amount of training materials and CD-ROMs distributed to Parties	Specialized software and related templates for activity data collection were distributed to 360 experts
Parties receive timely, comprehensive and	Proportion of mandated reports made available	The one report mandated to be made available during the reporting period was made available as mandated

accurate information on GEF support available or provided to non-Annex I Parties for the preparation of national communications	Proportion of outputs delivered on time	Three outputs were mandated to be delivered during the reporting period. They were delivered on time
Support is provided to Parties in developing implementation modalities on long-term cooperative action under the Convention related to communication of information by non-Annex I Parties	Proportion of mandated technical papers/reports made available	Two reports were mandated to be delivered during the reporting period. Both were made available on time
	Proportion of mandated outputs delivered on time	The two outputs were delivered on time, as stated above
Information communicated by non-Annex I Parties is easily accessible by all Parties		All submitted national communications from non-Annex I Parties are available on the UNFCCC website. Thirty-one national communications were received during the reporting period and were uploaded within two days upon their receipt in the appropriate format

Objective 4: To support the least developed country Parties in addressing their special needs and concerns with regard to funding and technical support under the Convention (Article 4, para. 9, of the Convention, decisions 2/CP.7, 5/CP.7, 3/CP.11, 4/CP.11, 8/CP.13 and 5/CP.14)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The work of the Least Developed Countries Expert Group (LEG) is facilitated	Number of LEG reports prepared and amount of information compiled in support of the work programme of the LEG	Three LEG reports were prepared during the reporting period. Data and information compiled in support of the LEG work programme include the results of surveys, updated data stored in four databases, and the contents of 25 working papers
	Number of LEG meetings held	Four LEG meetings were held during the reporting period
Collaboration between the LEG and the GEF and its agencies is facilitated and Parties are kept informed of procedures for the implementation of national adaptation programmes of action (NAPAs) under the GEF	Number of joint activities between the GEF and the LEG facilitated by the secretariat	The secretariat facilitated organizing and holding four LEG workshops to which the GEF contributed
Least developed country (LDC) Parties are assisted in addressing their priority capacity-building needs	Number of LDC experts trained in the preparation and implementation of NAPAs through workshops, manuals, information documents, etc.	A total of 144 LDC experts were trained in four regional workshops, held in February 2010 in Bamako, Mali, May 2010 in Vientiane, Lao People's Democratic Republic, September 2010 in Sao Tome, Sao Tome and Principe, and in November 2010 in Apia, Samoa.

LDC Parties are assisted in implementing all elements of the LDC work programme	Number of requests by LDC Parties addressed by the LEG on elements of the LDC work programme	Six requests from LDC Parties for technical advice were received and responded to. Two requests from Parties that are not LDCs were also received and responded to
---------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

^b Some workshops took place either immediately before or during the fourteenth session of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention (April and June 2011) and were open to all Parties and accredited observer organizations. It is therefore not possible to determine the number of participants at each event and their regional distribution.

^c Since it was technically impossible to retrieve the number of unregistered users, the work programme of the secretariat for the biennium 2012–2013 includes a revised performance indicator.

Table 23

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Adaptation, Technology and Science programme

Objective 1: To support Parties in meeting their specific needs and concerns relating to the impacts of and vulnerability and adaptation to the adverse effects of climate change and relating to the impact of the implementation of response measures (Article 4, paras. 8 and 9, and Article 12 of the Convention, Article 2, para. 3, and Article 3, para. 14, of the Kyoto Protocol, decisions 5/CP.7, 9/CP.7, 10/CP.9, 1/CP.10, 1/CP.11, 2/CP.11, 1/CP.13 (the Bali Action Plan) and 31/CMP.1)

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The implementation of provisions relating to the impacts of and vulnerability and adaptation to climate change and relevant provisions relating to adaptation resulting from agreed outcomes under the Bali Road Map is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>A total of 32 mandates required output delivery during the reporting period. Twenty-four mandates relate to ongoing support to the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change and include producing specific documents and holding meetings, catalysing action, and coordination and outreach services. Three mandates relate to progress in the implementation of decision 1/CP.10. Finally, five relate to the implementation of the Cancun Adaptation Framework</p> <p>All mandated outputs were delivered and 75 per cent were delivered on time. The remaining 25 per cent comprise seven slightly delayed documents and a delayed organization of one workshop due to the volcanic ash cloud that hindered air traffic over Europe in April 2010. Delays relate to the short periods in between negotiation sessions, the need to consider all relevant external input and the availability of documents in the required languages</p>
	The number of organizations and networks participating in the Nairobi work programme and/or supporting the relevant provisions of an agreement on long-term cooperative action under the Convention	As at 30 June 2011, a total of 213 organizations and networks were actively participating in the Nairobi work programme. A total of 147 action pledges were submitted by 63 Nairobi work programme partner organizations

The implementation of provisions relating to the impact of the implementation of response measures is facilitated and the implementation of provisions on potential consequences is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>A total of four mandates required output delivery during the reporting period, of which two relate to support to the implementation of Article 2, paragraph 3, and Article 3, paragraph 14, of the Kyoto Protocol and two relate to the implementation of provisions related to the economic and social consequences of response measures contained in the Cancun Agreements (decision 1/CP.16, paras. 93–94) and the consideration of information on potential environmental, economic and social consequences, including spillover effects, of tools, policies, measures and methodologies available to Annex I Parties (decision 1/CMP.6, paragraph 6(e)).</p> <p>All mandated outputs were delivered and 75 per cent were delivered on time. The remaining 25 per cent comprise one slightly delayed document in terms of required versions in the six official United Nations languages</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objective 2: To support and enhance cooperation among Parties on the development, deployment, diffusion and transfer of environmentally sound technologies and know-how. (Article 4, paras. 1, 3, 5, 7 and 8, Article 9 and Article 12 of the Convention, Article 10(c) of the Kyoto Protocol, decisions 4/CP.7, 10/CP.8, 6/CP.10, 1/CP.11, 6/CP.11, 3/CP.12, 1/CP.13, 3/CP.13 and 4/CP.13)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The implementation of the framework for meaningful and effective actions to enhance the implementation of Article 4, paragraph 5, of the Convention (technology transfer framework) and of relevant provisions of agreed outcomes under the Bali Road Map is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	<p>A total of 16 mandates required output delivery. The mandates relate to ongoing support to the implementation of the technology transfer framework, the implementation of the programme of work of the Expert Group on Technology Transfer and support to the review of Article 4, paragraphs 1(c) and 5, of the Convention. All mandated outputs were delivered, and 50 per cent were delivered on time. Six mandated documents were slightly delayed due to late availability of data provided from external sources. The technical needs assessment workshop was delayed for reasons relating to the Host Country Agreement and late availability of sufficient financial resources</p>
	The number of activities from the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework implemented by the secretariat or with the contribution of the secretariat	<p>Five activities from the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework have been implemented by or with the contribution of the secretariat during the reporting period: organizing a workshop on technology needs assessments, and regional workshops in preparing technology transfer projects for financing; preparing a report on options for facilitating collaborative R&D; disseminating the UNFCCC publication <i>Preparing and Presenting Proposals: A Guidebook on Preparing Technology Transfer Projects for Financing</i>;^b and making technology needs assessment reports available on the technology information clearing house (TT:CLEAR)</p>

	<p>The number of public- and private-sector entities and intergovernmental organizations involved in the implementation of the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework</p>	<p>All Parties are involved in the implementation of the set of actions for enhancing the implementation of the technology transfer framework. Fourteen public- and private-sector entities and intergovernmental organizations (the United Nations Development Programme, the United Nations Environment Programme, the United Nations Institute for Training and Research, the United Nations Industrial Development Organization, the Climate Technology Initiative/Private Financing Advisory Network, the World Intellectual Property Organization, the European Patent Office, the Energy Research Centre of the Netherlands, the United States National Renewable Energy Laboratory, infoDev, the International Energy Agency, the Global Environment Facility and the World Business Council for Sustainable Development and the International Chamber of Commerce) have contributed in the implementation of the set of actions</p>
<p>The work of the Expert Group on Technology Transfer (EGTT) is adequately supported</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p> <p>Level of satisfaction of EGTT members with the secretariat's support of the work of the EGTT</p>	<p>A total of 10 mandates required output delivery. Seven mandated outputs were delivered on time. Three outputs were delivered with delays due to the timing of the meeting of the EGTT and the late availability of resources</p> <p>Members of the EGTT expressed their satisfaction with the quality of support provided by the secretariat in facilitating the work of the EGTT</p>
<p>Authoritative and timely information on technology needs by non-Annex I Parties, as well as support offered and provided to meet these needs, is made available to Parties and stakeholders in a user-friendly manner</p>	<p>Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time</p> <p>Number of visits to TT:CLEAR</p> <p>Information contained in TT:CLEAR is updated at least before each session of the subsidiary bodies</p> <p>Number of registered and unregistered users of TT:CLEAR in different world regions</p> <p>Level of satisfaction of registered and unregistered users with TT:CLEAR</p>	<p>Three mandates required output delivery, namely to post technology needs assessment (TNA) reports by non-Annex I Parties on TT:CLEAR, TNA handbooks and a guidebook for preparing technology transfer projects for financing. All TNA reports received from non-Annex I Parties and guidebooks prepared by the secretariat were posted in a timely manner</p> <p>TT:CLEAR received a total of 295,949 visits during the period from 1 January 2010 to 30 June 2011</p> <p>Information contained in TT:CLEAR was updated prior to the thirty-second, thirty-third and thirty-fourth sessions of the subsidiary bodies</p> <p>A total of 1,091 users were registered with TT:CLEAR as at 30 June 2011</p> <p>A feedback mechanism was established for TT:CLEAR in April 2011. The messages received through this feedback mechanism include suggestions for improvement</p>

Objective 3: To improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol. (Article 5, Article 9 and Article 12, of the Convention, Article 2, paragraph 2, Article 3, paragraphs 3 and 4, of the Kyoto Protocol, decisions 2/CP.3, 11/CP.7, 13/CP.8, 10/CP.9, 11/CP.9, 5/CP.10, 1/CP.11, 9/CP.11, 1/CP.13, 2/CP.13, 11/CP.13, 4/CP.15, 9/CP.15, 16/CMP.1 and the conclusions of the Conference of the Parties at its eleventh session relating to emissions from deforestation in developing countries)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	
Work on the methodological and scientific bases for long-term cooperative action aimed at reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD) is facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	During the reporting period, a total of six mandates required output delivery. The required output has been delivered on time or is ongoing in accordance with the relevant timelines for mandates relating to enhancing coordination of activities and capacity-building, development and maintenance of a Web platform and the interactive discussion forum. ^c Output delivery of one of the mandates (to organize a training of the trainers workshop) could not be delivered due to a lack of supplementary funding
	Number of submissions posted on the REDD Web Platform	A total of 45 submissions were received and posted on the REDD Web Platform between January 2010 to June 2011
Work by Convention and Kyoto Protocol bodies on methodological and scientific matters is facilitated, including in the areas of land use, land-use change and forestry, mitigation of climate change, sectoral approaches, international aviation, maritime transport, and research and systematic observation	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 36 mandates required output delivery. The mandates relate to research and systematic observation and cooperation with the Ozone Secretariat, the International Civil Aviation Organization and the International Maritime Organization, mitigation of climate change and land use change and forestry. All the required output was delivered, 89 per cent being delivered on time. The delays relate to four MISC documents, which were made available less than six weeks before the session due to late availability of external data
	Number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention	A total of 15 different international and regional programmes and organizations took part in the events held in the context of the research dialogue during the thirty-second and thirty-fourth session of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

^b <<http://unfccc.int/ttclear/jsp/Guidebook.jsp>>.

^c <http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php>.

Table 24

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme
Objective 1: To support and optimize the operation of the clean development mechanism

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the clean development mechanism (CDM) Executive Board are organized efficiently and are well supported	Level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided by the programme for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with secretariat support, will be made available in the biennium 2012–2013. A survey planned in the current reporting period was not undertaken due to a reordering of priorities
	Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	Support for the 11 CDM Executive Board meetings during this reporting period included the preparation and publication of 426 documents relating to the agendas, annotations, reports and their accompanying annexes. Additionally, over 250 briefing notes, presentations and background documents were prepared to support various topics under discussion during these meetings
The work of the CDM Executive Board on methodologies is facilitated	Level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, the Afforestation and Reforestation Working Group and the small-scale CDM working group with the support provided by the secretariat for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the Methodologies Panel, the Afforestation and Reforestation Working Group and the small-scale CDM working group with the support provided by the secretariat will be made available in the biennium 2012–2013. A survey planned in the current reporting period was not undertaken due to a reordering of priorities
	Proportion of new methodologies processed fully in accordance with the established procedures and timelines	All new methodologies were processed fully in accordance with the established procedures and timelines
	Proportion of requests for revisions of, clarifications to and deviations from approved methodologies processed fully in accordance with the procedures and timelines	A total of 91 requests for revisions of, clarifications to and deviations from approved methodologies were received during the reporting period. Ninety-eight per cent of these were processed in full accordance with the established procedures and timelines
The registration of CDM projects and the issuance of certified emission reductions (CERs) are facilitated	Proportion of summary notes delivered to the CDM Executive Board within the specified timelines	The secretariat delivered a total of 2,734 summary notes to the CDM Executive Board in order to facilitate the registration of CDM projects and the issuance of CERs (1,261 summary notes were related to registration and 1,473 to issuance). Ninety-five per cent of the summary notes prepared for the last 12 months, in accordance with the revised procedures for registration and the revised procedures for issuance, were delivered within the specified timelines

	Proportion of project completeness checks conducted within the specified timelines	A total of 2,951 requests for registration and requests for issuance were submitted for the reporting period (1,351 of these were for registration and 1,600 for issuance). In the past 12 months, completeness checks have been carried out in accordance with the revised procedures for registration and the revised procedures for issuance. Regarding the completeness checks that commenced in the reporting period, ninety-nine per cent were conducted within the specified timelines
	Proportion of issuance instructions acted upon within one month	A review of this indicator showed that the “proportion of issuance instructions acted upon within one month” is not a measure of the secretariat’s performance. A revised indicator is contained in the work programme for the secretariat for the biennium 2012–2013 ^b
The operation of the CDM registry is facilitated	Total number of requests to forward CERs completed per month	A review of this indicator showed that the “total number of requests to forward CERs completed per month” is not a measure of the secretariat’s performance. A revised indicator is contained in the work programme for the secretariat for the biennium 2012–2013 ^b
	Total number of requests to change the modalities of communication and status of project participants processed per month	A review of this indicator showed that the “total number of requests to change the modalities of communication and status of project participants processed per month” is not a measure of the secretariat’s performance. A revised indicator is contained in the work programme for the secretariat for the biennium 2012–2013 ^b
The accreditation of operational entities by the CDM Executive Board is facilitated	Level of satisfaction of the members of the CDM Accreditation Panel, designated operational entities and applicant entities with the support provided by the programme for their work	Information on the level of satisfaction of the members of the CDM Accreditation Panel, designated operational entities and applicant entities with the support provided by the secretariat will be made available in the biennium 2012–2013 by extending the surveys currently conducted after each CDM Accreditation Panel meeting with respect to meeting documentation
	Proportion of cases processed fully in accordance with the procedure for accrediting operational entities	A total of 28 applications for initial accreditation, re-accreditation and extension of accreditation scope were received. All of these cases were processed fully in accordance with the procedure for accrediting operational entities
	Proportion of cases prepared for consideration by the CDM Executive Board and its Accreditation Panel fully in accordance with the accreditation procedures	The secretariat prepared a total of 309 accreditation cases for consideration by the CDM Executive Board and its Accreditation Panel. Ninety-nine per cent of the cases presented were fully in accordance with the accreditation procedure. The presentations for three cases were delayed during the reporting period

Objective 2: To support and optimize the operation of joint implementation

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC) and of its panels, committees and working groups are organized efficiently and are well supported	Level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the programme for their work	A survey on the level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided by the secretariat for their work was conducted in July 2011. Sixty per cent of the respondents selected “strongly agree” regarding the statement that the secretariat provides a consistently high level of meeting organization and management support. The remainder of respondents chose “agree”
	Proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the JISC	Support for the six JISC meetings during this reporting period included the preparation and publication of 95 documents relating to the agendas, annotations, reports and their accompanying annexes. Additionally, over 131 briefing notes, presentations and background documents were prepared to support various topics under discussion during these meetings
The accreditation of independent entities (IEs) by the JISC is facilitated	Level of satisfaction of the members of the JISC Accreditation Panel with the support provided by the programme for their work	A survey on the level of satisfaction of the members of the JISC Accreditation Panel with the support provided by the secretariat for their work was conducted in July 2011. Fifty per cent of the respondents selected “agree” regarding the statement that the secretariat provides a consistently high level of meeting organization and management support. The remainder of respondents selected “somewhat agree”. Comments provided by respondents have been reviewed by the secretariat and are now being translated into a set of corrective, preventative and improvement actions to guide the work of the secretariat in the future
	Proportion of applications for accreditation received in advance of a JISC Accreditation Panel meeting prepared for assignment to an accreditation team and processed fully in accordance with the procedure for accrediting IEs	One application for accreditation was submitted by an independent entity, but the entity withdrew the application before it could be considered by the JISC Accreditation Panel
The work of the JISC on the full project cycle of the Joint Implementation (JI) Track 2 ^b procedure is facilitated	Level of satisfaction of project participants, applicant/accredited IEs and JISC members with the support provided by the programme for the handling of JI Track 2 procedures	JISC members were surveyed on their level of satisfaction with support provided by the secretariat. Sixty per cent of the respondents selected “strongly agree” regarding the statement that the secretariat provides a consistently high level of meeting organization and management support. The remainder of respondents selected “agree”

Proportion of submissions and calls for input that are processed fully in accordance with established modalities and procedures	<p>The secretariat received and processed a total of 43 project design documents including one programme of activities design document, 15 determination reports, 42 monitoring reports and 40 verification reports under the JI Track 2 procedures</p> <p>The secretariat also administered 164 JI Track 1 projects</p> <p>In addition, the secretariat launched six calls for public input related to draft recommendations to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP), criteria for baseline setting and monitoring, designated focal points' inputs on information provided for JI Track 1 projects, experience with the JI verification procedure, materiality and changes during project implementation.^c There were two calls for experts during the reporting period</p> <p>One hundred per cent of all submissions and calls for input were processed in accordance with established modalities and procedures</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objective 3: To realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Negotiations and decision-making by Parties on the sustainable development mechanisms are facilitated	Proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 590 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. Ninety-nine per cent were delivered and 97 per cent were delivered on time
The dedicated services and resources in support of CDM and JI are clearly and transparently defined and implemented in accordance with internal arrangements	A quality management system is in place and is maintained	The secretariat is establishing a performance management system and continual improvement activities are being undertaken across all CDM and JI processes
The Sustainable Development Mechanisms programme has the required resources to implement mandates given to it by the relevant constituted bodies, the Conference of the Parties (COP) and the CMP	Proportion of outputs mandated by the CMP, delegated to and under the control of the secretariat, that cannot be delivered due to insufficient funding	The secretariat had the required resources to implement all mandates given to it by the relevant constituted bodies, the COP and the CMP. With regard to JI, all outputs were implemented with the available resources in the reporting period
Compliance with United Nations financial regulations and rules and with UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 19 audit recommendations made by the Office of Internal Oversight, 18 were fully implemented and one, that required both policy and deployment, has been agreed at the policy level and is now under implementation

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

^b The verification procedure under the JISC, defined in decision 9/CMP.1, annex, paragraphs 30–45.

^c FCCC/SBI/2011/2/Add.1, page 27.

^d <<http://ji.unfccc.int/CallForInputs/index.html>>.

Table 25

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme

Objective 1: To provide legal advice and support so that the Convention and its Kyoto Protocol as well as the outcomes from the negotiations under the Bali Road Map are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements (Article 8, para. 2, Article 15 and Article 16 of the Convention, Article 13, Article 14, para. 2, Article 20 and Article 21 of the Kyoto Protocol, decisions 14/CP.1, 11/CP.11 and 9/CMP.2)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol, as well as any new international agreement(s) adopted thereunder, are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints by Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and support provided by the secretariat	During the first 18 months of the biennium, the Legal Affairs programme issued eight legal opinions addressed to Parties in addition to legal advice provided to Parties and other stakeholders (e.g. international organizations) on numerous occasions. The legal advice provided by the programme covered more than 20 different legal issues. The secretariat did not receive any complaints from Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or on the legal support provided by the secretariat during the reporting period
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat to the intergovernmental process and the operation and functioning of the constituted bodies under the Kyoto Protocol	The intergovernmental process was a major area of attention for the legal advice provided by the Legal Affairs programme during the reporting period. Thirty-three of the 79 legal opinions issued in the first 18 months of the biennium dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process. In early 2010, three Parties raised questions about the secretariat's characterization of the Copenhagen Accord's legal status. A clarification was issued to the satisfaction of these Parties
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies, as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal, procedural and institutional requirements	Proportion of concerns, issues or disputes raised by public or private entities against constituted bodies under the Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and amicably and do not result in legal action against individuals serving on constituted bodies	Concerns regarding a possible conflict of interest were raised by a Party in relation to the Compliance Committee in the first six months of the reporting period. In addition, concerns were raised by public and private entities regarding some of the activities of the Clean Development Mechanism Executive Board relating to projects and methodologies. The Legal Affairs programme provided advice to the Executive Secretary and to these bodies on the appropriate response to these concerns, which are being addressed by these bodies. These concerns have not resulted in legal action against any of the individuals serving in these bodies

Objective 2: To provide legal advice and support so that the operations of the secretariat are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements (Article 8, para. 2, Article 15 and Article 16 of the Convention, Article 13, Article 14, para. 2, Article 20 and Article 21 of the Kyoto Protocol, decisions 14/CP.1, 11/CP.11 and 9/CMP.2)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations, the legislative authority of the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and UNFCCC requirements	The number of contracts and other legal instruments between the secretariat and service providers, governments and other partners that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat	For the period from 1 January 2010 to 30 June 2011, the Legal Affairs programme provided final clearance to 77 legal instruments that could be concluded on behalf of the secretariat. During the same period, the secretariat concluded 78 legal instruments that had been cleared by the programme. No legal query was raised by the United Nations Office of Legal Affairs in relation to any of these instruments and no disputes have arisen in the implementation of these instruments
	The number of audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat	From the period 1 January to 30 June 2011, no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat

Objective 3: To facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms (Article 18 of the Kyoto Protocol, decisions 27/CMP.1, 4/CMP.2 and 4/CMP.4)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	Proportion of outputs made available on time	From 1 January 2010 to 30 June 2011, four meetings of the enforcement branch, two meetings of the facilitative branch and two meetings of the plenary took place. In the reporting period, the Legal Affairs programme delivered all but one of its mandated outputs relating to the Compliance Committee on time, that is, in accordance with the timelines set out in decisions 27/CMP.1, 4/CMP.2 and 4/CMP.4. Transmittal to the bureau of the Compliance Committee of the note by the Executive Secretary entitled "Evidence from a Party which may indicate a conflict of interest" was slightly delayed while the secretariat ascertained if the information received constituted evidence of a conflict of interest under the terms of the rules of procedure of the Compliance Committee
The Compliance Committee takes decisions based on the best available information	Level of satisfaction expressed by members of the Compliance Committee and alternate members with documents prepared by the secretariat	A Web-based survey on the level of satisfaction expressed by members and alternate members of the Compliance Committee with documents prepared by the secretariat was conducted by an independent expert from 4 to 15 July 2011. The results of the survey, which had a 45 per cent response rate (19 out of 42 possible respondents), indicate that members and alternate members of the Committee have a high level of satisfaction with the documents prepared by the secretariat

<p>The CMP is provided with adequate and effective support in the development of policy guidance to the Compliance Committee</p>	<p>Absence of complaints raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat in the development of policy guidance</p>	<p>The secretariat provided the CMP with support in the development of policy guidance to the Compliance Committee during the sixth session of the CMP. Support was provided, in particular, on consideration by the CMP of the fifth annual report of the Compliance Committee and the appeal by Croatia against a final decision of the enforcement branch. No complaints were raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat in this instance</p>
<p>Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion</p>	<p>Proportion of Compliance Committee documents made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, Parties concerned and the general public in accordance with the rules of procedure of the Compliance Committee</p>	<p>In the reporting period, all of the Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee, the Party with respect to which a question of implementation had been raised, and the public, as appropriate, in accordance with the timelines set out in the “Procedures and mechanisms relating to compliance under the Kyoto Protocol” (annex to decision 27/CMP.1) and the “Rules of procedure of the Compliance Committee of the Kyoto Protocol” (annex to decision 4/CMP.2 as amended by decision 4/CMP.4). In two instances, there was a delay in posting the documents on the UNFCCC website. In the first case, given the sensitive nature of the document, the bureau of the Compliance Committee decided that the plenary should consider whether to make the note on a possible conflict of interest available to the public. The document was posted on the website as soon as the plenary decided to make the document publicly available. In the second case, the decision, on preliminary examination with respect to Ukraine (document CC-2011-2-2/Ukraine/EB), was posted on the UNFCCC website one day after the deadline provided for in the secretariat’s internal working arrangements, which is the next business day. This slight delay was due to pressure of work</p>

Table 26

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme
Objective 1: To advance the climate change intergovernmental process as a result of the attendance at, active participation in, and collaboration by, Parties and benefits from inputs from observer organizations

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat's relations with Parties are strengthened through networking, the provision of information, in-depth insight and analysis, problem solving and the appropriate treatment of delegates according to protocol	Number of responses to communications from official sources	A total of 19,040 responses to communications were provided
	Proportion of communications responded to	All communications from official sources were responded to
	Average response time	The average response time was between 60 and 90 minutes
Representatives from eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in this process	Share of required funds that are actually available	One hundred per cent of the required funds were actually available
	Proportion of eligible participants actually funded	An average of 95 per cent of eligible participants were actually funded during the reporting period. Five per cent did not attend the relevant meetings for reasons beyond the secretariat's control
	Efficiency of admission process (waiting and processing time)	The average waiting time was five minutes The average processing time was two to three minutes
Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted and increasingly participate in the sessions	Proportion of observers out of the total number of participants	An average of 43 per cent of observers were admitted out of the total number of participants during the indicated period
Parties receive inputs from observers and have opportunities for exchanges	Proportion of representatives from Parties that attend side events	Data for this performance indicator is not available due to resource constraints
	Number of side events per session	On average, 92 side events per session were held during the reporting period

Objective 2: To facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents and ensuring their timely availability

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Documents are of high quality		

Official documents are available on time	Percentage of documents, including versions in the six official languages of the United Nations, available to Parties within United Nations deadlines (sessional documents) and deadlines mandated by Convention and/or Kyoto Protocol bodies (other documents)	A total of 302 documents were mandated to be made available during the reporting period. All documents were actually made available and 25 per cent of the documents were made available on time. Delays in the availability of the remaining 75 per cent of the documents were mainly due to the full meeting schedule resulting from additional negotiating sessions
------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objective 3: To provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support in order that meetings proceed smoothly and productively

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings		
Comprehensive and functional working conditions for staff are planned and provided for during the sessions, workshops and meetings	Number of reports of technical failures for sound, projectors, electricity, and so on, relative to the size, duration and frequency of workshops and meetings	A total of 218 workshops and meetings were held during the reporting period. No technical failure was reported. Feedback received from staff on technical arrangements made by the programme, including for sound, projectors and electricity, was positive

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 27

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Information Services programme

Objective 1: To make available to all Parties, the global public and other stakeholders authoritative and up-to-date information relating to the UNFCCC process in a user-friendly and cost-efficient manner (Article 6(b) and Article 8, para. 2, of the Convention, Article 10(e) and Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Journalists in developed and developing countries consistently attend intersessional and sessional meetings	Frequency of reference in the media to the UNFCCC messages issued during the sessions of the Conference of the Parties (COP)	Twenty-six per cent of the media items relating to COP 16 referenced the top message of the UNFCCC, as compared with 23 per cent relating to COP 15
External communication efforts regarding the UNFCCC are coordinated across the United Nations system		

The UNFCCC website is recognized as the central location for authoritative, up-to-date, comprehensive and user-friendly information on the UNFCCC process	Number of users accessing website content	A total of 15.6 million users accessed the website <http://unfccc.int> and downloaded 11.2 terabytes of data, mostly portable document files. The webcast service was used by some 733,445 people
	Level of satisfaction of Parties with the UNFCCC website	Eighty-one per cent of the respondents of a recently conducted Web survey indicated that they were satisfied with the official document publishing service on the UNFCCC website. Ninety per cent indicated that the UNFCCC website was their main source of information prior and during UNFCCC meetings

Objective 2: To ensure the reliable, secure, sustainable and cost-efficient operation of the secretariat’s information and communication technology infrastructure and systems (Article 8, para. 2, of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat’s information and communication technology (ICT) architecture facilitates the implementation of mandated activities. The secretariat’s information systems are adequately supported	ICT network availability in support of information systems mandated by Parties ICT resolutions of incidents are in accordance with the service-level agreements	The secretariat’s network and systems infrastructure and associated operations teams supported more than 20 systems directly related to mandates provided by the Parties, the Convention or the Protocol Taking into account further supporting and supplementary systems more than 80 systems and platforms have been supported On average, systems availability was above 99.5 per cent for the monitored systems
Business continuity management of mission-critical information systems is in place	ICT solutions for identified mission-critical information systems are established	Negotiations with an external service provider for data centre services, which include disaster recovery and continuity service for business-critical information systems are ongoing

Objective 3: To facilitate the search for, and retrieval of, UNFCCC documents (Article 6(b) and Article 8, para. 2, of the Convention, Article 10(e) and Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties, observers, staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation of the climate change negotiating process	Number of official documents published on the UNFCCC website within the agreed time frames Level of satisfaction of internal and external users with the official document publishing service	A total of 474 official documents including language versions were published by the UNFCCC secretariat during the reporting period, and all were available on the UNFCCC website within the agreed time frames The secretariat received oral and written feedback from internal and external users on the official document publishing system. This feedback suggests that the level of satisfaction of all users remained high during the reporting period. The secretariat will systematically gauge the level of satisfaction of internal and external users through surveys and interviews to be conducted in 2011

Records are archived or disposed of in accordance with secretariat policy and guidelines	Volume of records deposited in permanent archives or disposed of	A total of 9,170 electronic records were captured into the electronic records management system An archive of physical records was opened in June 2010
------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objective 4: To improve communication, collaboration and knowledge sharing within the secretariat and with Parties and other stakeholders through the implementation of knowledge management systems (Article 8, para. 2, of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Availability of an extranet for secretariat staff and external users to support collaboration between the secretariat and Parties, as well as with other external stakeholders	Number of projects supported by the collaborative system	An evaluation of SharePoint for collaboration will begin in the third quarter of 2011
Personal computer and laptop users have ready access to collaborative workplaces and can identify the expertise needed to complete tasks		A new collaboration platform was introduced in 2009. A total of 10 pilot projects are being implemented in order to facilitate collaboration by secretariat staff. Functional requirements for collaboration, document management and a revised secretariat Intranet will be assessed in the second half of 2011
Knowledge sharing and information distribution mechanisms are established and communication, collaboration and knowledge sharing is subsequently improved		A knowledge management strategy framework was adopted in March 2010 and is being implemented

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.

Table 28

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Administrative Services programme

Objective 1: To facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol, decision 15/CP.1)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed on the receipt and use of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	The audited financial statements for the biennium 2008–2009 were made available to the Subsidiary Body for Implementation (SBI) in a timely manner for consideration at its thirty-third sessions. The interim statements for 2010 (unaudited) were made available to the SBI with slight delays for consideration at its thirty-fourth sessions
Coherence and transparency in fund-raising and use of funds	Proportion of donor reports sent on time	A total of 19 reports were due during the reporting period. Sixteen were sent on time

Optimal budget implementation rate	Proportion of actual expenditure compared with the approved budget	The core budget as at 30 June 2011 had a budget implementation rate of 66.2 per cent for the biennium 2010–2011, which is below the ideal implementation rate of 75 per cent
Compliance with United Nations financial rules and regulations, and with UNFCCC financial procedures	Implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the 10 open audit recommendations from the 2008–2009 biennium, four were fully implemented. The remaining ones are under implementation, some of which are of an ongoing nature. The United Nations Board of Auditors issued 6 new audit recommendations as a result of the interim audit for 2010

Objective 2: To facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to support mandated activities to the largest extent possible (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff reflecting a broad geographic spectrum and gender balance are recruited and retained	Percentage of staff from non-Annex I Parties and women in posts at the Professional and higher levels	A total of 51.5 per cent of staff in the Professional and higher levels are from non-Annex I Parties. Forty per cent of staff in the Professional and higher levels are women
	Rate of staff turnover	The rate of voluntary staff turnover during the first half of 2011 was 2 per cent. The annual voluntary staff turnover rates for 2010 and 2009 were 8 per cent and 1 per cent, respectively

Objective 3: To provide travel and procurement services that respond adequately to the needs of Parties (Article 8, para. 2(f), of the Convention, Article 14, para. 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator</i>	<i>Performance data</i>
Travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	Proportion of participants attending meetings versus nominations	Eighty-six per cent of nominated participants attended meetings (3,944 out of 4,589) No journey was cancelled because of the secretariat’s inability to provide a ticket on time. However, a few meetings (affecting 105 or 2.2 per cent of all nominees) had to be cancelled by the secretariat because of force majeure, such as disruptions in air traffic over Europe. In all remaining cases, nominees cancelled their participation, mainly due to other commitments, illness or immigration problems
Procurement of goods and services is carried out in a timely manner in accordance with United Nations rules and regulations, and with UNFCCC policies	Percentage of procurement cases processed within established time frames	Ninety-nine-and-a-half per cent of the cases were processed within the established time frames (994 out of 999) Sixty-nine per cent of purchase orders were processed in even less than the minimum time required for a solicitation process, as they were placed under long-term agreements or were of low value. Of the remaining 307 that required solicitation, only five took more than the maximum benchmarked time. The programme is moving towards more long-term agreements and establishing more ambitious time frames

^a Unless otherwise stated, expected results relate to both work under the Convention and work under its Kyoto Protocol.